



# Plan ministériel

## 2016-2017: Mise à jour en milieu d'exercice

Annexes

Industry Canada  
Library - LKC

DEC 12 2016

Industrie Canada  
Bibliothèque - BCS

---

# Table des matières

ANNEXE 1: INNOVATION 2020 - ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES

ANNEXE 2: 2016-17 PLANNED PROJECT INVESTMENTS BY PROGRAM ACTIVITY

ANNEXE 3: 2016-17 CORPORATE RISK ACTION PLANS

ANNEXE 4: ISED INVESTMENT PLAN PERFORMANCE MEASUREMENT STRATEGY FOR THE 2016-17 TO 2018-19 PERIOD

# ANNEXE 1: INNOVATION 2020 - ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES

**Main-d'œuvre agile**

- Un système qui réagit plus rapidement aux exigences du milieu de travail et qui habilite une main-d'œuvre agile
- Sommes-nous souples et prêts à réagir?

**Domaines d'intérêt 2016-2017**

- ➔ Favoriser une culture qui embrasse le mouvement et la croissance
- ➔ Développer la collectivité des politiques

**Saine gestion**

- Un système qui garantit la valeur pour l'argent des contribuables qui se traduit par une efficacité organisationnelle optimale et une main-d'œuvre productive.
- Sommes-nous efficaces et efficaces?

**Domaines d'intérêt 2016-2017**

- ➔ Créer un environnement de travail sain, respectueux et solidaire
- ➔ Accroître l'utilisation des mesures du rendement

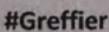
**Fonctionner de façon unifiée**

- Une approche horizontale renforcée pour gérer le ministère qui se traduit par une plus grande collaboration et une plus grande cohésion à travers l'organisation.
- Sommes-nous cloisonnés?

**Domaine d'intérêt 2016-2017**

- ➔ Communiquer et promouvoir activement le partage de l'information

Les icônes suivantes sont utilisées à cet effet dans l'annexe.

Liens	 Objectif 2020	 SAFF	Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux	 #Greffier	Greffier du Conseil privé
Latitudo pour la mise en œuvre	 Décision	 Méthode		 Échéancier	
Type de changement	 Technologie et matériaux	 Processus		 Comportement	 Culture
Impact	 Certains secteurs	 Tous les secteurs		 Régions	 Tous les employés

MAIN-D'ŒUVRE AGILE – ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État <sup>1</sup>		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<b>Gouvernement du Canada</b>					
<p>Continuer l'application de la réforme de l'École de la fonction publique du Canada</p>  	<p>Mener des activités de mobilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le 4 mai 2016, le président de l'EFPC a fait un exposé devant le Comité ministériel de gestion (CMG) sur la transformation de l'École en cours.</li> <li>Un engagement à l'échelle de l'organisation à soutenir le perfectionnement des employés a été intégré dans les ententes de rendement des membres du groupe EX pour 2016-2017; un des principaux indicateurs est que la formation offerte doit avoir pour source d'apprentissage par défaut l'EFPC.</li> <li>ISDE participe à des projets pilotes des nouveaux programmes de l'EFPC, notamment le nouveau programme à l'intention des futurs directeurs.</li> <li>ISDE continue d'être un membre actif du Conseil éditorial de l'entreprise pour l'examen des programmes de cours de l'EFPC, et les représentants d'ISDE participent à des réunions des personnes-ressources avec l'EFPC pour se charger de la mise en œuvre.</li> </ul>		○	○	○

<sup>1</sup> Légende de l'état:



En voie de réussite / se déroule comme prévu



Certain retard / dépassements de coûts / autres difficultés



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés



Réalisé



En voie de réussite / se déroule comme prévu, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Certains retards / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État <sup>1</sup>		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le 14 octobre, les sous-ministres lançaient leur initiative sur l'apprentissage; ils ont invité les apprenants d'ISDE qui s'étaient inscrits à un cours de l'EFPC à donner leurs commentaires sur ce qu'ils avaient appris et sur l'aide que cela leur avait apportée dans leur carrière. Les renseignements recueillis appuieront les efforts continus d'ISDE pour soutenir l'apprentissage des employés, en plus de fournir à l'École une rétroaction sur ses choix de cours et de programmes.</li> </ul>				
	<p>Mener des activités de promotion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Coin d'apprentissage continue de promouvoir les choix offerts par l'EFPC à titre de principales sources d'apprentissage et de formation.</li> <li>Donner une importance accrue au perfectionnement des employés a été mis de l'avant dans le cadre du comité d'examen de fin d'exercice au CMG, en juin 2016.</li> <li>Une directive en matière de soutien de l'enseignement renouvelée et un nouvel outil de gestion des talents ont été présentés pour approbation au CMG en septembre 2016, et seront communiqués à tous les clients du Ministère.</li> <li>Diffusion continue de produits de communication ciblée par l'intermédiaire de canaux internes comme Nouvelles d'ISDE, @ISDE, Les coulisses d'ISED, et les réseaux.</li> </ul>		○	○	○
<b>Innovation, Science et Développement économique Canada</b>					
Appuyer la participation des employés aux	Le Forum de la Communauté des gestionnaires d'ISDE, qui s'est tenu le 6 octobre, a rassemblé plus de 120 gestionnaires de tout le Canada pour relever le défi de la gestion innovante. L'activité a accueilli de		○	○	<input checked="" type="checkbox"/>

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État <sup>1</sup>		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>initiatives relatives à la création d'une culture d'innovation, l'engagement et l'appartenance des employés, ainsi que le perfectionnement professionnel par le truchement de la Communauté des gestionnaires d'ISDE et le Comité InterConnex et d'inclusion</p>	<p>nombreux hauts fonctionnaires, dont le greffier du Conseil privé et des dirigeants des secteurs privé et à but non lucratif. Ces intervenants ont présenté aux participants des idées et des réflexions très intéressantes sur l'établissement d'une culture de l'innovation. Le forum a également servi de tremplin au lancement du Défi changez une chose, alors que l'on a demandé aux gestionnaires d'être à la tête du changement et de changer les choses dans leur milieu de travail. Des détails sur ce défi ont été publiés dans le <a href="#">portail Web d'Innovation 2020</a>.</p>				
	<p>Dans le cadre du programme d'équité en matière d'emploi, de diversité et d'inclusion d'ISDE, un symposium ayant pour participants des employés d'ISDE a été approuvé. Cette activité, qui se tiendra en février 2017, consistera en une table ronde ayant quatre à six employés du Secteur de la gestion intégrée (SGI) comme intervenants et le reste du personnel comme participants. Parmi les différents sujets qui seront abordés par les intervenants, mentionnons les façons d'améliorer la productivité grâce à la diversité, la santé mentale, l'environnement de travail pour les personnes handicapées, et les différentes manières de communiquer en milieu de travail.</p>		○	○	○
	<p>Travaux, avec SPC, d'amélioration de la disponibilité des services Wi-Fi à d'autres zones de l'édifice C.D. Howe et du complexe Place du Portage (PDP). La Phase 1 (C.D. Howe) est terminée, et les travaux préliminaires pour la mise en place des services Wi-Fi dans la Phase 2 (PDP) ont commencé.</p>		○	⊙	➡

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État <sup>1</sup>		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Appuyer un effectif compétent, confiant et performant</p> <p><b>Objectif2020 SAFF</b></p>	<p>Trav aux, avec SPC, d'augmentation de la capacité du réseau et d'amélioration des services de webdiffusion à ISDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'augmentation de la bande passante a été effectuée, et les travaux de lissage de trafic sont en cours pour permettre de gérer la bande passante.</li> </ul>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	<p>On a reporté au T3 l'élaboration d'un programme de Modernisation des technologies en milieu de travail, en vue de sa présentation au comité consultatif de gestion des directeurs généraux (CCGDG).</p>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	<p>Mettre en œuvre une nouvelle directive ministérielle sur la formation en langue seconde :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La nouvelle Directive sur la formation en langue seconde du Ministère qui est entrée en vigueur le 21 avril 2016 a été communiquée aux différents secteurs pour être mise en œuvre.</li> <li>En complément de la formation en langue seconde, le SGI et le Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications (STIT) ont tous deux lancé une initiative de mentorat linguistique dans leur secteurs respectifs, afin de soutenir les efforts des employés pour améliorer et entretenir leurs capacités de communication orale dans leur langue seconde officielle.</li> </ul>		<input type="radio"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Mettre en œuvre le Plan d'action 2015-2018 pour les langues officielles du Ministère, qui a été publié le 10 mars 2016. Le Ministère est en bonne voie pour terminer avant le 31 décembre 2016 un exercice visant à évaluer la demande du public de services dans les deux langues officielles aux principaux emplacements du STIT (Val-d'Or, St. John's et Prince George). Statistique Canada participe à cet effort.</p>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État <sup>1</sup>		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Encourager l'innovation mise de l'avant par les employés	La planification du Tournoi de l'innovation d'ISDE est en cours. L'événement est organisé par la Communauté InterConnex et son lancement est prévu pour le T4.	Investissement			
	<p>Le 20 avril 2016, le deuxième Salon interministériel de l'innovation pour Objectif 2020 a eu lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Ministère a été présenté lors du Forum pour des milieux de travail sains (milieux de travail respectueux, sains et inclusifs), dans l'aire générale des kiosques (Laboratoire des services) et a tenu une Causerie PEF pendant le salon.</li> <li>• Une soixantaine d'employés d'ISDE ont participé au salon, dont la sous-ministre déléguée, le commissaire du Bureau de la concurrence, et des délégués de la communauté InterConnex et de la Communauté des gestionnaires d'ISDE. Les outils de communication interne existants ont été mis à profit (p. ex., des articles de l'hebdomadaire d'ISDE) et des communications internes plus ciblées ont été produites (c.-à-d. des campagnes par courriel visant des cadres et des gestionnaires d'ISDE), afin de stimuler la participation d'ISDE.</li> <li>• Plusieurs tactiques et outils de communication ont été utilisés pour attirer les employés d'ISDE au salon et les inciter à remplir le questionnaire sur les milieux de travail sains.</li> </ul>				

SAINTE GÉRANCE – ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<b>Gouvernement du Canada</b>					
<p>Continuer la mise en œuvre de la Stratégie nationale des locaux / Milieu de travail 2.0</p> <p><b>Objectif2020</b></p> 	<p>Réduire la superficie des locaux occupés par ISDE pour veiller à ce que le Ministère respecte son enveloppe en matière de locaux, évite les coûts récurrents et optimise les avantages potentiels des initiatives de modernisation et de réalisation d'économies du GC ayant trait aux locaux. Les jalons clés en milieu d'exercice sont les suivants :</p> <p><u>Région de la capitale nationale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La phase de planification du déménagement du Bureau du surintendant des faillites (BSF) au 410 Laurier, qui comprend les approvisionnements et la construction, a commencé et se terminera à l'exercice 2016-2017.</li> <li>Le projet du Bureau principal de l'information (BPI) de réaménager une partie des locaux du 235 Queen pour créer un milieu de travail 2.0 est en bonne voie d'être achevé avant la fin de l'exercice. ISDE accueillera plus de personnel dans les locaux existants en raison de la centralisation à l'édifice C.D. Howe.</li> </ul> <p><u>Région du Pacifique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ISDE collabore avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) afin de trouver un emplacement pour regrouper deux emplacements de Mesures Canada d'une manière qui réponde aux besoins d'ISDE et des clients sans dépenses locatives supplémentaires.</li> <li>La phase de planification du regroupement au Library Square est prévue pour 2017-2018, et la construction et le déménagement physique doivent avoir lieu en 2018-2019.</li> </ul>	Investissement	○	○	○

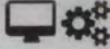
Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
	<p><u>Région de l'Ontario</u> Le dernier des déménagements physiques au 151 Yonge aura lieu en février 2017.</p> <p><u>Région des Prairies et du Nord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La planification de projet pour le regroupement dans la Tour Standard Life (Calgary) est en voie de se réaliser en 2016-2017, et la construction et le déménagement physique auront lieu en 2017-2018.</li> <li>La superficie louable qui sera libérée grâce à la Stratégie nationale d'aménagement avant la fin de 2016-2017 sera d'environ 28 000 m<sup>2</sup>.</li> </ul>				
<b>Innovation, Science et Développement économique Canada</b>					
<p>Mettre en œuvre des solutions d'entreprises pour appuyer et améliorer la prestation de programmes</p> 	<p>Mettre en œuvre une <b>Solution de gestion des cas et de la clientèle</b> pour répondre au besoin d'un logiciel pour permettre aux unités organisationnelles de mieux gérer leurs renseignements relatifs aux clients et aux intervenants de façon partagée et transparente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il est prévu que le BSF et la DGEI effectuent la transition vers cette solution avant la fin de l'année et que l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) l'effectue avant la fin de l'exercice.</li> <li>Le plan de transition a été établi et est mis à jour quand de nouveaux clients souhaitent effectuer la transition.</li> <li>Des travaux énergiques sont en cours pour améliorer l'alignement et l'intégration de la gestion des relations avec la clientèle (GRC) et de la gestion des données de référence (GDR) en établissant une gouvernance des données, afin de guider l'utilisation et la tenue à jour des données de tiers.</li> </ul>	Investissement	○	○	○

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
	<p>Renforcer le Centre d'expertise sur les subventions et les contributions (S et C). Les jalons clés de milieu d'exercice sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Centre d'expertise sur les S et C soutient maintenant les secteurs au moyen d'une approche globale, avec des services allant des conseils sur la mise en œuvre des programmes au suivi des contributions remboursables, en passant par les situations de non-respect d'entente.</li> <li>Un réseau de S et C a été établi en avril 2016. Il réunit des représentants de tous les programmes ministériels. Jusqu'à présent, deux réunions se sont tenues pour discuter de différentes questions, comme les changements à venir à la Politique sur les paiements de transfert et les nouveaux seuils d'approbation des programmes du CT. Les réunions se poursuivront pendant l'année.</li> <li>Le Centre d'expertise sur les S et C a uniformisé bon nombre de processus (comme les conseils aux secteurs sur les problèmes de mise en œuvre des programmes, la documentation, les communications avec les secteurs et le SCT) pour favoriser une approche de gestion des programmes plus uniforme dans tout le Ministère.</li> </ul>		○	○	○
Transformation des services administratifs	Tous les agents responsables des achats et de l'approvisionnement (PG) du Ministère ont été transférés au SGI avant le 1 <sup>er</sup> avril 2016.		○		
	En collaboration avec les services juridiques d'ISDE, le Ministère a mis en œuvre les dispositions du Cadre d'intégrité pour tous les approvisionnements qui étaient du ressort de SPAC.		○		

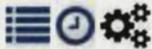
FONCTIONNER DE FAÇON UNIFIÉE – ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<b>Gouvernement du Canada</b>					
Mettre en œuvre un gouvernement ouvert 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Plan de mise en œuvre pour un gouvernement ouvert d'ISDE a été soumis au SCT en février 2016.</li> <li>L'examen des processus de gouvernance de l'information au sein d'ISDE et des autres ministères a commencé.</li> <li>Les travaux en vue de la création de l'inventaire de données d'ISDE ont commencé.</li> <li>La diffusion des ensembles de données d'ISDE sur le Portail du gouvernement ouvert s'est poursuivie (40).</li> <li>Des articles sur le gouvernement ouvert ont été publiés dans @ISDE et l'intranet d'ISDE et des exposés ont été donnés devant des comités, groupes de travail, etc.</li> </ul>	Stratégie RH			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le bilan du Plan de mise en œuvre du gouvernement ouvert devant être présenté au SCT est reporté en raison de changements au calendrier.</li> <li>L'examen et le travail de documentation des processus de gouvernance de l'information sont en cours.</li> <li>La présentation des inventaires de données au SCT est prévue pour octobre 2016.</li> <li>Diffusion ciblée d'ensembles de données d'ISDE hautement prioritaires (comme établis par le SCT) dans le Portail du gouvernement ouvert.</li> <li>L'examen du matériel d'orientation de Bibliothèque et Archives Canada est reporté en raison de changements au calendrier.</li> </ul>				

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Mettre en œuvre l'initiative de regroupement des centres de données et de la migration de charges de travail</p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les applications d'affaires ont été évaluées et catégorisées.</li> <li>La planification de la migration des applications est en cours.</li> <li>La validation de principe du déploiement informatique des applications est en cours.</li> <li>La migration de la charge de travail est à l'étape de la planification.</li> <li>Il n'a pas été possible de planifier des vagues de migration pendant le présent exercice en raison de l'état de préparation du centre de données à l'état final de SPC.</li> </ul>	Investissement			
<p>Mettre en œuvre un système de gestion électronique des documents et des dossiers pour le GC</p> <p><b>SAFF #Greffier</b></p> 	<p>Entreprendre la mise en œuvre de GCDocs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Plan de gestion des changements organisationnels, le Plan de formation et le Plan de migration ont été mis en œuvre.</li> <li>La mise en œuvre et la validation de l'environnement de production à l'état final ont été terminées à la mi-août 2016.</li> <li>Les processus et les procédures opérationnels de soutien de la mise en place ont été achevés avant août 2016.</li> <li>Retards encourus dans l'approbation de l'architecture de l'information et dans la mise en œuvre de l'infrastructure de SPC.</li> <li>Les paramètres du projet devront être établis à nouveau après la première mise en place en décembre 2016.</li> </ul>	Investissement; Risque organisationnel; Stratégie RH			

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Mettre en œuvre des initiatives de transformation des RH</p> 	<p>Un bureau de liaison de la paye a été doté et est maintenant complètement en service, depuis le transfert des comptes de paye d'ISDE vers le centre de paye et Phénix.</p> <p>Tandis que le bureau de liaison continue d'assurer le suivi des problèmes de paye des employés et de les transmettre à l'échelon supérieur pour qu'ils soient résolus par SPAC, la Direction générale des RH consacre des ressources supplémentaires pour assurer un traitement efficace des mouvements « de source fiable » et des activités habituelles des RH, y compris les activités qui ont lieu dans Mes RHGC (adoption le 2 août 2016) qui ont une incidence directe sur la paye. La Direction générale des finances a réaffecté des ressources au suivi des listes de paye et à l'émission d'urgence de chèques de paye.</p> <p>Avec l'établissement d'un bureau ministériel d'autorisation des réclamations, ISDE s'est joint au lancement du processus pangouvernemental relatif aux réclamations des employés qui ont engagé des dépenses en raison de problèmes de rémunération. Le Comité de gestion du Ministère (CGM) reçoit des comptes-rendus verbaux sur les questions de paye.</p> <p>Dans l'ensemble, ISDE investit beaucoup de temps et participe à de nombreuses réunions pour assurer le suivi des problèmes et les résoudre. ISDE a notamment des discussions régulières avec SPAC et participe activement au comité interministériel de coordination des directeurs généraux sur la rémunération, Mes RHGC et le Système de gestion des ressources humaines du gouvernement du Canada (SGRHGC).</p>	Investissement	○	○ <sup>2</sup>	○

<sup>2</sup> L'information sur l'état porte sur les éléments des travaux sur la paye qui concernent ISDE.

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
	<p>La migration d'ISDE vers Mes RHGC a été menée à bien le 25 juillet 2016, et le nouveau système a été mis à la disposition des employés le 2 août 2016. Une formation a été mise à la disposition des employés et des gestionnaires, et les spécialistes des RH ont reçu une formation supplémentaire; les séances ont débuté en juin 2016 et sont toujours en cours en milieu d'exercice, et plus de 1 500 employés participent aux ateliers et aux séances d'information.</p> <p>Le 26 juillet 2016, l'ancien SGRH a fait l'objet d'une élimination graduelle et une solution temporaire d'informatique décisionnelle a été mise en œuvre pour maintenir la capacité de production de rapports des RH d'ISDE. Les travaux d'élaboration d'une solution complète d'informatique décisionnelle, qui s'inscrivent dans la prochaine phase, devraient être achevés avant le 31 mars 2017.</p>	Investissement	○	○	○
<p>Appuyer l'initiative de renouvellement du Web du GC</p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les sites Web sont en cours de préparation pour la migration, en 2017, vers le système de gestion de contenu pangouvernemental : le modèle Canada.ca est appliqué à tous les sites couverts.</li> <li>• Jalons pour l'intégration des sites d'ISDE dans le modèle Canada.ca (mais sur ic.gc.ca) : T2 : 0 %, T3 : 20 %, T4 : 100 %.</li> <li>• Responsable de trois thèmes : Entreprises et industrie, Argent et finances, Science et innovation. Application de mises à jour aux pages des thèmes et des sujets sur Canada.ca, y compris des mises à jour provenant des essais de convivialité. Travaux pour éliminer les redoublements de contenu d'un ministère à l'autre avant la migration.</li> </ul>	Investissement	○	○	➡

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre du modèle 4.0 de la Boîte à outils de l'expérience et de Canada.ca dans toutes les applications tournées vers l'extérieur (avec et sans authentification) d'ISDE. Il est prévu que le pourcentage d'applications qui seront traitées atteigne 90 % avant la fin du T4 (en supposant que l'OPIC termine la mise en œuvre de son côté avant la fin de 2016-2017).</li> </ul>				
<b>Innovation, Science et Développement économique Canada</b>					
Doter le Ministère d'une vision profondément unifiée et renouvelée <b>Objectif2020</b> 	Cette activité a été mise en attente suite au changement de nom du Ministère qui s'est produit à l'automne 2015. Les travaux de création d'une stratégie d'engagement renouvelée sont remis aux 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> trimestres.				
Mener l'exercice de création d'une nouvelle image de marque pour le Ministère	Les produits de modèle revus suite au changement de nom d'IC à ISDE sont prêts.  Les modèles et la trousse pour la nouvelle image de marque du Ministère ont été fournis à l'été et l'automne 2016 (terminé).				
Amélioration des outils de communication interne existants  <b>Objectif2020</b> 	Lancement d'un nouveau bulletin interne, @ISDE, le 23 août 2016 (remplace l'hebdo d'ISDE).  En ce qui concerne l'initiative de proposer une nouvelle image pour le site intranet du Ministère afin de mettre en relief les contenus d'intérêt et les outils de communication, d'importants roulements de personnel ont occasionné quelques retards. Les dotations à venir permettront à cette initiative de progresser avant la fin de l'année.				
					

Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Rendre plus régulières les communications avec les employés</p> <p><b>Objectif2020</b> <b>#Greffier</b></p> 	<p>La diffusion d'information aux employés se poursuit quotidiennement sur Nouvelles d'ISDE et hebdomadairement sur @ISDE.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune causerie avec les sous-ministres n'a été organisée en 2016-2017 parce que les conférenciers invités et/ou les sous-ministres n'étaient pas libres ou avaient des conflits d'horaire. La Direction générale des communications et du marketing (DGCM) envisage d'utiliser d'autres outils ou formats de communication pour les causeries, de manière à ce que la fréquence des communications entre les sous-ministres et les employés continue de s'accroître.</li> <li>La séance de discussion ouverte avec la direction et les sous-ministres est prévue pour l'automne 2016, et une séance de discussion ouverte avec les sous-ministres à laquelle tout le personnel sera convié est projetée pour mars 2017.</li> </ul>		○	○	○
<p>Mener des projets liés sur l'analyse d'information et les mégadonnées</p> <p><b>#Greffier</b></p> 	<p>Poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route quinquennale de l'information décisionnelle et analytique, qui établit les éléments fondamentaux qui permettront d'accroître le partage horizontal des données et d'optimiser la valeur des mégadonnées d'ISDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La diffusion d'une version préliminaire de la gestion des données de référence est prévue pour janvier 2017.</li> <li>Le groupe de travail sur la gouvernance des données de référence sera officiellement mis sur pied en novembre 2016.</li> <li>Le BPI travaille à établir une validation de principe des mégadonnées.</li> </ul>	Investissement	○	○	○



Activités de 2016-17	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Continuer l'initiative de cartographie des capacités organisationnelles <b>Objectif 2020</b> 	Cette initiative vise à soutenir l'architecture d'entreprise d'ISDE en démontrant les liens entre les opérations et les TI dans les unités opérationnelles d'ISDE.  <ul style="list-style-type: none"> <li>La documentation pour le STIT a commencé et devrait se terminer cette année.</li> </ul>		○	○	☑

# ANNEXE 2: INVESTISSEMENTS PRÉVUS PAR ACTIVITÉ DE PROGRAMME POUR 2016-2017

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : LE MARCHÉ CANADIEN EST EFFICACE ET CONCURRENTIEL

Programme: Cadres et réglementation du marché

Immobilisations > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>3</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Aquisition et remplacement du parc automobile de Mesures Canada</u></p> <p>Des véhicules lourds et légers sont utilisés par les inspecteurs et les opérateurs de véhicule moteur de Mesures Canada pour transporter l'équipement d'essai et les étalons physiques et pour se déplacer sur les lieux pour procéder aux activités d'inspection et d'application. Les achats de véhicules s'imposent pour équiper les nouveaux employés embauchés pour répondre aux engagements relatifs à la mise en œuvre de la Loi sur l'équité à la pompe (p. ex., activités supplémentaires entourant l'application de la Loi.</p>	SMTPE	525 000 \$	1 725 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Invitations ouvertes à soumissionner (Achats et Ventes)

<sup>3</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

vérification/surveillance des fournisseurs de services autorisés exécutant des inspections obligatoires) et pour remplacer les véhicules qui approchent la fin de leur cycle de vie.					
<u>Machines et équipement de Mesures Canada</u> L'équipement spécialisé, utilisé par Mesures Canada pour évaluer et approuver les prototypes des systèmes de mesure de pointe et les étalons de mesure physiques pour faire l'essai et certifier l'exactitude et le rendement des appareils de mesure tout au long de leur utilisation sur le marché, atteint la fin de son cycle de vie ou doit être remplacé par une technologie plus courante. D'autres normes de mesure sont également nécessaires pour outiller les employés embauchés pour respecter les engagements de mise en œuvre de la Loi sur l'équité à la pompe.	SMTPE	775 000 \$	2 375 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Invitations ouvertes à soumissionner (Achats et Ventes)
<u>Base de données GenomeQuest</u> Accès à la base de données GenomeQuest de GQ Life Sciences pour les examinateurs de brevets.	OPIC	492 213 \$	1 714 480 \$	2015-2016 à 2019-2020	PAC

Services > 500 000 \$ <sup>4</sup>

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>5</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Services de locaux</u> Service de locaux offerts par SPAC à l'OPIC par l'entremise de diverses ententes de location de bureaux, d'espaces de stationnement et d'entrepôts.	OPIC	7 603 344 \$	38 997 201 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPAC

<sup>4</sup>À partir de 2016-2017, les éléments dont les coûts sont recouverts ne sont pas inclus dans le plan d'investissement d'ISDE. À titre informatif, ils figurent dans le document principal du Plan ministériel.

<sup>5</sup>Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>5</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Transformation des services administratifs</u> Englobe la prestation de la transformation des services administratifs pour appuyer les activités opérationnelles de l'OPIC.	OPIC	143 642 \$	589 095 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SCT
<u>Services bancaires</u> Services bancaires pour que l'OPIC couvre les coûts associés à l'acceptation des cartes de crédit pour des frais payés par des clients de l'extérieur.	OPIC	780 000 \$	3 900 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPAC
<u>Modernisation des TI</u> Services-conseils spécialisés pour aider le Bureau de gestion des programmes de l'OPIC avec le Programme de modernisation des TI.	OPIC	1 167 330 \$	6 742 360 \$	2016-2017 à 2020-2021	Traditionnelle par concours
<u>Services opérationnels de TI-OPIC</u> Services opérationnels de TI fournis par SPC à l'OPIC.	OPIC	5 574 802 \$	29 011 493 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPC
<u>Services d'apprentissage et de formation</u> Services d'apprentissage et de formation fournis par l'École de la fonction publique du Canada aux employés de l'OPIC.	OPIC	214 641 \$	1 073 205 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec EFPC
<u>Services juridiques</u> Services juridiques fournis par le ministère de la Justice à l'OPIC pour soutenir les activités opérationnelles courantes.	OPIC	990 014 \$	4 950 070 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec Justice Canada
<u>Services d'hébergement des applications sur ordinateur central</u> Services de TI fournis par SPC à l'OPIC en appui aux services d'hébergement des applications sur ordinateur central.	OPIC	4 418 215 \$	22 992 568 \$	2016-2017 à 2020-2021	Entente de service avec SPC
<u>Services d'administration de la paye</u> Englobe la prestation de services d'administration de la paye en appui aux activités de l'OPIC.	OPIC	141 117 \$	705 585 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPAC

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>6</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Services de traduction</u> Englobe l'acquisition de services de traduction au moyen de multiples contrats avec des fournisseurs externes.	OPIC	2 134 181 \$	10 599 905 \$	2016-2017 à 2020-2021	Traditionnelle par concours
<u>Services de TI - Corporations Canada</u> Services généraux de TI fournis par SPC à Corporations Canada, notamment de réseautique, d'informatique et de télécommunications.	SMTPE	436 000 \$	2 180 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Entente informelle avec SPC (PE sera complété d'ici 2 ans)
<u>Services de TI - Bureau du surintendant des faillites</u> Services de TI fournis par SPC au Bureau du surintendant des faillites (BSF) pour l'infrastructure de TI commune.	SMTPE	2 139 995 \$	11 136 621 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPAC
<u>Services juridiques - BSF</u> Services juridiques fournis par le ministère de la Justice au BSF afin de l'aider à remplir le mandat statutaire de supervision des questions de conformité à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (LFI) et de protéger l'intégrité du système d'insolvabilité.	SMTPE	710 000 \$	3 813 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec Justice Canada
<u>Services des poursuites pénales - BSF</u> Services fournis par le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) au BSF afin de l'aider à remplir le mandat statutaire de supervision des questions de conformité à la LFI et de protéger l'intégrité du système d'insolvabilité.	SMTPE	1 200 000 \$	6 290 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec SPPC
<u>Elaboration de l'indice des obstacles au commerce intérieur</u> Services professionnels visant à créer un indice des obstacles au commerce intérieur qui indiquera dans quelle mesure le manque d'uniformité entre	SPS	301 724 \$	301 724 \$ <sup>6</sup>	2016-2017	Invitations ouvertes à soumissionner (SEAOG)

<sup>6</sup> Un montant de 140 000 \$ a aussi été dépensé en 2014-2015, ainsi que 456 504 \$ en 2015-2016. Selon les clauses contractuelles en vigueur, le coût prévu pour 2016-2017 est de 301 724 \$; à compter de septembre 2016, une modification est envisagée, ce qui augmenterait la valeur du contrat de 2016-2017 (montant à déterminer).

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>5</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
les politiques publiques régissant le marché intérieur au Canada peut entraver la mobilité des échanges et des facteurs pendant une année donnée. Cet indice est une compilation d'un répertoire des politiques, des normes, et des règlements qui peuvent avoir une incidence sur le commerce intérieur.					

Projets > 500 000 \$ – Proposés <sup>7</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>8</sup>	Durée	Étape <sup>7</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Gestion des examens des agents de l'OPIC (PRJ0001JA)</u> Ce projet fournira aux agents potentiels un accès en ligne à l'information sur les examens des agents de l'OPIC, et leur permettra de suivre de façon sécuritaire leur progression vers la qualification à titre d'agents agréés de brevets ou de	OPIC	457 000 \$	925 000 \$	Février 2016 à mars 2018	2	2	À déterminer			Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

<sup>7</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>8</sup> Le coût total des investissements prévus est souvent déclaré pour les projets proposés (étapes 1 et 2) au lieu du coût prévu du projet. Le coût total des investissements prévus peut inclure des coûts hors projets, notamment les coûts récurrents et les coûts de l'étape 2. Cela diffère du coût total des investissements prévus.

<sup>9</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>8</sup>	Durée	Étape <sup>9</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
marques de commerce.										
<u>Projet de dossiers électroniques de l'OPIC (prolongement du Système d'accès aux documents de l'OPIC) (PRJ0001JB)</u> Ce projet fournira un accès en ligne à l'ensemble des documents et de l'information des dossiers publics de l'OPIC relatifs à la PI, ainsi qu'un accès limité aux documents et à l'information des dossiers non publics relatifs à la PI liés à des brevets et à des dessins industriels.	OPIC	240 000 \$	925 000 \$	Février 2016 à septembre 2018	2	2	À déterminer	○	●	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.
<u>Recherche intelligente à l'OPIC (PRJ000113)</u> Ce projet met en œuvre la capacité de recherche avancée de renseignements sur la PI (p. ex., données et documentation) à la fois par des tiers du Ministère ou de l'extérieur.	OPIC	800 037 \$	1 479 200 \$ <sup>10</sup>	Septembre 2015 à avril 2018	2	2	3	○	○	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.
<u>Services en ligne monOPIC (PRJ000114)</u> Les Services en ligne monOPIC offre un guichet unique sécurisé aux services en ligne du Ministère, ce qui permet	OPIC	1 580 000 \$	3 236 758 \$ <sup>10</sup>	Septembre 2015 à septembre 2017	2	2	3	○	●	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

<sup>10</sup> Dans ce cas, correspond aux phases 3-5 du coût prévu du projet.

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>8</sup>	Durée	Étape <sup>7</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
aux innovateurs et aux agents de voir, de téléverser et de télécharger de l'information sur la PI et d'interagir avec les services de l'OPIC.										
<u>Solution de gestion du contenu de l'entreprise (GCE) de l'OPIC (PRJ00014Z)</u> La solution de GCE fournit un dépôt électronique central pour sauvegarder et gérer les documents et les dossiers de PI pour tous les secteurs d'activité. La numérisation donne à l'OPIC la capacité d'améliorer la qualité du service et d'adhérer plus facilement aux traités et aux organisations.	OPIC	2 371 209 \$	5 609 006 \$ <sup>10</sup>	Mai 2013 à mai 2019	2	2	3		 <sup>11</sup>	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.
<u>Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour le droit d'auteur et le dessin industriel (PRJ0001DC)</u> Le projet de solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC fournira une nouvelle capacité axée sur la technologie qui automatisera et assurera le suivi des processus opérationnels et des	OPIC	247 962 \$	1 378 100 \$ <sup>10</sup>	Janvier 2015 à novembre 2018	2	2	3			Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

<sup>11</sup> La date de fin de projet approuvée à l'évaluation 1 était le 30 octobre 2016. Le projet est de retour devant le Conseil des investissements pour l'évaluation 2 en novembre 2016 (la réunion du Conseil des investissements du 13 septembre a été remise, puis annulée) et présentera une date de déploiement modifiée – de mars 2017 à janvier 2019 – à la suite de l'analyse d'options de solution.



Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>8</sup>	Durée	Étape <sup>9</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
activités propres à chaque secteur d'activité (national et international). Ce projet modernisera le traitement des droits d'auteur et des dessins industriels assuré par l'OPIC et appuiera les changements continus de réglementation et de fonctionnement.										
<p><u>Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour les brevets (PRJ000151)</u></p> <p>Au moyen des applications approuvées du gouvernement du Canada, moderniser les solutions de brevets internationaux, nationaux et de production de la correspondance de l'OPIC en mettant au point des capacités de transaction de PI de bout en bout, qui amélioreront les processus opérationnels et appuieront les changements continus de réglementation et de fonctionnement.</p>	OPIC	991 647 \$	11 252 000 \$ <sup>7</sup>	Avril 2014 à mars 2019	2	2	3			Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.
<p><u>Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour les marques de commerce et la COM.C (PRJ0001DD)</u></p> <p>Le projet de solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de</p>	OPIC	1 495 000 \$	7 140 000 \$ <sup>7</sup>	Decembre 2014 à decembre 2019	2	2	3			Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>a</sup>	Durée	Étape <sup>b</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
l'OPIC fournira une nouvelle capacité axée sur la technologie qui automatisera et assurera le suivi des processus opérationnels et des activités propres à chaque secteur d'activité (national et international). Ce projet modernisera le traitement des marques de commerce assuré par l'OPIC, y compris celui des oppositions, et appuiera les changements continus de réglementation et de fonctionnement.										
<u>Recherche intégrée des dossiers de faillite au BSF (PRJ0001H1)</u> Ce projet offrira une meilleure expérience d'utilisateur aux utilisateurs internes et externes de la recherche sur la faillite et l'insolvabilité, et simplifiera la capacité d'effectuer des paiements en ligne.	SMTPE	590 000 \$	625 000 \$	Avril 2015 à avril 2017	2	2	5	○	○	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

Projets > 500 000 \$ – Actifs <sup>12</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>13</sup>	Durée	Étape <sup>14</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<p><u>Fondation de gestion des relations avec la clientèle de l'OPIC (PRJ0001AS)</u></p> <p>Le projet de fondation de gestion des relations avec les clientèles établira un cadre de gestion de la clientèle pleinement fonctionnel à la Direction générale de l'information de l'OPIC et chez les principaux intervenants du monde des affaires; il élaborera les définitions de données pour un dépôt central propre à la clientèle à l'échelle de l'OPIC, et créera également un cadre pour les demandes de services qui sera une fondation de gestion des demandes et des interactions avec l'OPIC.</p>	OPIC	1 925 284 \$	2 196 184 \$	Mars 2014 à décembre 2017	3	3	4	○	○	2

<sup>12</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>13</sup> Coût prévu du projet (phases 3-5).

<sup>14</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icw.eb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icw.eb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>13</sup>	Durée	Étape <sup>14</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Dépôt électronique d'une demande de brevet à l'OPIC (PRJ00017D)</u> Ce projet améliorera les services de commerce électronique pour le dépôt d'une demande de brevet.	OPIC	655 000 \$	1 403 660 \$	Avril 2013 à avril 2017	3	3	5		 <sup>15</sup>	2
<u>Système intégré des finances de l'OPIC (PRJ000181)</u> Ce projet permettra de définir et de mettre en oeuvre une solution pour créer une seule source de données financières et de mettre en oeuvre le concept d'intégration de données financières et opérationnelles afin d'améliorer la qualité et l'actualité de l'information en vue de la prise de décision.	OPIC	947 486 \$	3 858 950 \$	Juin 2013 à juillet 2019	3	3	4		 <sup>16</sup>	2
<u>Mise en oeuvre informatique à l'OPIC d'un traité international sur les brevets (PRJ0001AW)</u> Des modifications à la Loi sur les brevets et son règlement sont prévues afin d'harmoniser les lois du Canada avec un traité	OPIC	635 811 \$	1 871 950 \$	Mars 2014 à mars 2018	3	3	À déterminer			2

<sup>15</sup> Toutes les ressources humaines, y compris celles qui ont été embauchées depuis janvier 2016, sont affectées à des projets législatifs déterminés comme étant plus hautement prioritaires. Les travaux ultérieurs sur ce projet se poursuivront quand les ressources affectées aux projets législatifs seront disponibles.

<sup>16</sup> Les estimations du BPI pour la réalisation du bloc de tâches 3 repousse la mise en oeuvre d'un an, soit jusqu'à mars 2019. Les options pour respecter à nouveau le calendrier ont été examinées avec le responsable de l'activité. On va de l'avant avec l'échéance prévue, mars 2019, mais une révision aura lieu quand la conception détaillée aura été terminée en mai 2017. L'état du calendrier reflète le souhait du responsable de l'activité de respecter l'échéance de mars 2018 pour le bloc de tâches 3.

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>13</sup>	Durée	Étape <sup>14</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
international. Des modifications à l'environnement informatique existant sont requises pour se conformer aux modifications de la Loi.										
<u>Mise en œuvre informatique à l'OPIC d'un traité international sur le dessin industriel (PRJ0001B0)</u> Des modifications à la Loi sur les dessins industriels et son règlement sont prévues afin d'harmoniser les lois du Canada avec un traité international. Des modifications de l'environnement informatique existant sont requises pour se conformer aux modifications de la Loi.	OPIC	1 317 481 \$	1 941 371 \$	Avril 2014 à avril 2018	3	3	À déterminer	○	○	2
<u>Mise en œuvre informatique à l'OPIC des projets de loi C-31 et C-8 sur les marques de commerce (PRJ0001B1)</u> Des modifications à la Loi sur les marques de commerce et son règlement sont prévues afin	OPIC	2 649 402 \$	8 211 722 \$	Février 2013 à janvier 2020	3	3	4	◎ <sup>17</sup>	◎ <sup>18</sup>	2

<sup>17</sup> L'estimation de coût approuvé à l'évaluation graduelle 2 s'est élevée à 5,2 millions de dollars. L'estimation à l'évaluation graduelle 3 pour la version provisoire et la version principale s'élève à 6,6 millions de dollars et ne comprend pas les 2,2 millions de dollars de dépenses engagées à ce jour. Les estimations du mécanisme d'évaluations graduelles 3 pour Madrid ne sont pas comprises non plus et pourraient dépasser 3 millions de dollars. Le coût total du projet pourrait donc dépasser 12 millions de dollars, soit plus de 50 % de l'estimation à l'évaluation graduelle 2.

<sup>18</sup> Malgré la reprise des travaux par SPC, à la fin de juillet 2016, sur l'installation et la configuration des environnements de développement et d'essai requis, les deux environnements prioritaires du projet (essais d'acceptation du système et développement) n'ont toujours pas été livrés. Cela a causé des retards dans les essais d'acceptation du système sur les éléments de conception ancienne de la version provisoire, ce qui causera ensuite des retards dans les essais d'acceptation par l'utilisateur.

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>13</sup>	Durée	Étape <sup>14</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
d'harmoniser les lois du Canada avec un traité international. Des modifications de l'environnement informatique existant sont requises pour se conformer aux modifications de la Loi										
<u>Télétravail à l'OPIC (solution informatique à long terme)</u> (PRJ000013)  Les employés de l'OPIC travaillant à distance ont besoin d'une capacité accrue de travailler à distance de façon sécurisée à partir de la maison, en ayant un accès, des services et des applications équivalents à leur disposition à leur ordinateur de bureau.	OPIC	329 660 \$	601 411 \$	Aout 2013 à juin 2017	4	4	5	○	○	2
<u>Délivrance des licences de syndic au BSF (PRJ0001GO)</u>  Le BSF souhaite automatiser le processus lié à la délivrance des licences de syndic afin d'offrir un système libre-service sans papier afin que les syndics du secteur privé puissent appliquer, suivre le statut de la demande, gérer les changements à leur licence et payer les frais annuels à partir d'un seul endroit.	SMTPE	1 127 142 \$	1 470 330 \$	Mars 2015 à septembre 2017	3	4	À déterminer	○	○	2

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>13</sup>	Durée	Étape <sup>14</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<p><u>Modernisation de la technologie de l'information pour la recherche de dénominations sociales NUANS (PRJ00017Q)</u></p> <p>Remplacer la solution de technologie actuelle de NUANS; obtenir des services d'hébergement et d'exploitation en ayant recours à un marché concurrentiel. NUANS est un outil en ligne qui sert à s'assurer que les noms proposés pour les nouvelles entreprises ne posent pas de problèmes compte tenu des noms déjà existants. NUANS est utilisé par les secteurs privé et public pour constituer les registres d'entreprises fédéraux et la plupart des registres d'entreprises provinciaux et territoriaux.</p>	SMTPE	18 180 \$	1 564 684 \$	Septembre 2012 à septembre 2016	4	4	Complété			2
<p><u>Automatisation de l'entrée des données des résultats d'inspection des appareils de mesure (PRJ000062)</u></p> <p>Mesures Canada (MC) propose d'automatiser l'entrée des données des résultats d'inspection et ainsi permettre de transférer les données électroniques des fournisseurs de services autorisés (FSA) du secteur privé. Le fait de permettre aux FSA de faire des vérifications au nom de MC se traduira en un nouveau processus opérationnel pour MC.</p>	SMTPE	0 \$	1 640 854 \$	Février 2009 à septembre 2016	5	5	Complété			Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

Programme: Spectre, télécommunications et économie numérique

Immobilisations > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>19</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Plan de maintenance pour le campus du Centre de recherches sur les communications (CRC)</u> Prévenir, surveiller et limiter les éventuelles réparations coûteuses des équipements en atténuant le risque que le matériel subisse une panne majeure tout en protégeant et en optimisant la durée de vie et l'utilité des actifs, en diminuant les coûts de remplacement, en améliorant la fiabilité des équipements et en limitant les temps d'arrêt.	STIT	1 344 000 \$	9 344 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Divers
<u>Acquisition et remplacement du parc automobile du Centre de recherches sur les communications</u> Remplacement des véhicules utilisés par le STIT pour appuyer les activités et l'entretien au Centre de recherches sur les communications du Campus Shirley's Bay, qui ont atteint la fin de leur cycle de vie.	STIT	158 000 \$	958 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	SPAC - Commande subséquente à une offre à commandes
<u>Achat et remplacement de véhicules du Programme de gestion du spectre</u> Remplacement des véhicules adaptés dotés d'équipement hautement spécialisé utilisés par le STIT pour appuyer la gestion du spectre, qui ont atteint la fin de leur cycle de vie.	STIT	67 000 \$	547 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	SPAC - Commande subséquente à une offre à commandes

<sup>19</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

<u>Machines et matériel pour le Centre de recherches sur les communications</u> Matériel scientifique spécialisé pour réaliser des recherches avancées en télécommunications d'importance stratégique pour le Ministère et d'autres intervenants.	STIT	568 000 \$	8 568 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Processus concurrentiel
<u>Machines et matériel pour le Programme de gestion du spectre</u> Remplacement ou acquisition de nouveaux équipements spécialisés, pour surveiller la conformité aux règlements techniques en vertu de la Loi sur les télécommunications et la Loi sur les radiotélécommunications et leur règlement respectif.	STIT	700 000 \$	13 740 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Processus concurrentiel
<u>Renouvellement des logiciels de recherche du Centre de recherches sur les communications</u> Des logiciels à la fin pointe sont essentiels à la réalisation de projets de recherche et de recherches avancées en télécommunications.	STIT	670 000 \$	3 580 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Préavis d'adjudication de contrat (PAC) – pour approvisionnement à fournisseur unique; et d'appel d'offres ouvert (SEAOG)
<u>Modernisation des applications du spectre (MAS) 1.5/2.0</u> Remplacement de certaines applications qui sont essentielles aux activités, mais qui dépassaient la portée du projet de MAS-mise en œuvre d'un logiciel commercial (MLC), comme les applications servant à la délivrance des certificats professionnels d'opérateur radio et à la prestation du Programme d'examineurs accrédités, la délivrance de licences aux stations spatiales (satellites) et la délivrance d'identités dans le service mobile maritime.	STIT	600 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2018-2019	Préavis d'adjudication de contrat

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>20</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Logiciel de conformité du spectre et services de planification des équipements</u>                      Les services d'un architecte de la transformation des affaires soutiendront la stratégie de remplacement des infrastructures matérielles et logicielles pour le processus d'évolution de la surveillance du spectre.</p>	STIT	320 000 \$	590 000 \$	2016-2017 à 2017-2018	Processus concurrentiel avec un arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels de soutien à la le Services professionnel en informatique centré sur les tâches (SPICT) de SPAC
<p><u>Services d'informatique en nuage - CRC</u>                      Les services d'informatique donneront au CRC les ressources informatiques d'une puissance supérieure nécessaires pour remplir son mandat de prestation de conseils au Ministère pour soutenir une gestion durable du spectre.</p>	STIT	450 000 \$	1 885 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Divers
<p><u>Service d'entretien des terrains et de déneigement - CRC</u>                      À titre de gardien à la baie Shirleys, le CRC a la responsabilité de fournir des services d'entretien des terrains et de déneigement sur le campus. Les coûts de ce contrat sont partagés avec les partenaires du campus (les autres ministères). La portion qui revient au CRC est d'environ 40 %. Le contrat doit commencer le 1<sup>er</sup> novembre 2016.</p>	STIT	160 542 \$	843 861 \$	2016-2017 à 2020-2021	Appel d'offres ouvert (SEAOG)
<p><u>Services de nettoyage - CRC</u>                      À titre de gardien à la baie Shirleys, le CRC a la responsabilité de fournir des services de nettoyage. Les coûts de ce contrat sont partagés avec les</p>	STIT	278 600 \$	1 479 125 \$	2016-2017 à 2021-2022	Appel d'offres ouvert (SEAOG)

<sup>20</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>20</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
partenaires du campus (les autres ministères). La portion qui revient au CRC est d'environ 36 %. Le contrat doit commencer le 1 <sup>er</sup> décembre 2016.					
<u>Services de sécurité</u> Englobe les contrats annuels pour les services de commissionnaires pour le Centre de recherches sur les communications. Les coûts de ce contrat sont partagés avec les partenaires du campus (les autres ministères). La portion qui revient au CRC est d'environ 38%. Le contrat a commencé le 1 <sup>er</sup> avril 2016.	STIT	350 000 \$	1 720 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Commande subséquente à une offre à commandes
<u>Prestation de services de vente aux enchères pour les bandes de 700 et 2500 MHz</u> Pour faire en sorte que les enchères sont exécutées dans un format de mise aux enchères à jour comportant une programmation unique basée sur la nature particulière de ces ventes aux enchères et le contexte canadien.	STIT	4 500 \$	4 500 \$ <sup>21</sup>	2010-2011 à 2016-2017	Processus concurrentiel
<u>Prestation de services de vente aux enchères pour la bande de 600 MHz</u> Services de mise aux enchères du spectre, qui comprennent les services-conseils, l'élaboration d'un logiciel de mise aux enchères et la participation à l'opération.	STIT	50 000 \$	1 327 380 \$	2016-2017 à 2022-2023	Appel d'offres ouvert (SEAOG)
<u>Services de vérification des résultats des enchères du spectre de la bande de 600 MHz</u> Vérification des résultats des enchères du spectre de la bande de 600 MHz visant à assurer l'intégrité	STIT	0 \$	500 000 \$	2018-2019 à 2019-2020	Appel d'offres ouvert (SEAOG)

<sup>21</sup> Un montant de 2 259 292 \$ a aussi été dépensé durant les années précédentes. Un contrat en deux phases a été attribué à Power Auctions (PA) en décembre 2010, pour la conception des enchères et la prestation de conseils à cet égard, ainsi que pour l'élaboration, la mise en œuvre et la réalisation des enchères des bandes de 700 et de 2 500 MHz. La valeur totale prévue du contrat est de 2 563 792 \$.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>20</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
globale du processus de mise aux enchères, ce qui comprend la vérification que les règles de l'enchère contenues dans le cadre de délivrance de licences concernant la sélection des soumissionnaires et l'établissement des prix qu'ils devront payer ont été bien appliquées par le contractant et est visible dans les résultats de l'enchère.					

Projets > 250 000 \$ – Actifs <sup>22</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>23</sup>	Durée	Étape <sup>24</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Santé et sécurité (PRJ00015W)</u> Le projet comprend des investissements dans diverses immobilisations du campus du CRC.	STIT	11 108 900 \$	37 047 391 \$	Janvier 2012 à janvier 2017	4	4	Complété	○	○	Une révision ECRP par le SCT n'est pas nécessaire

<sup>22</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>23</sup> Coût prévu du projet (phases 3-5).

<sup>24</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>23</sup>	Durée	Étape <sup>24</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Centre d'analyse des mégadonnées du CRC (anciennement le Centre pour l'analytique du spectre) [PRJ0001GB]</u> Concevoir et bâtir le nouveau Centre d'analyse de mégadonnées, qui tirera profit de ce qui se fait de mieux en outils et capacités de visualisation et d'analyse des données pour permettre au CRC de présenter des démonstrations techniques et des visualisations en temps réel de l'utilisation du spectre. Les recherches qui seront rendues possibles par le CRC soutiendront une gestion plus efficace du spectre et faciliteront la présentation de démonstrations technologiques aux partenaires des secteurs public et privé.	STIT	1 297 816 \$	1 635 066 \$	Avril 2015 à septembre 2016	4	4	Complété	○	○	2
<u>Modernisation des applications du spectre - Mise en œuvre d'un logiciel commercial (PRJ000077)</u> Le projet a été créé pour remplacer les applications TI vieillissantes afin d'assurer l'intégrité des principales fonctions du Programme de gestion du spectre.	STIT	0 \$	46 403 824 \$	Avril 2007 à juin 2016	5	5	Complété	○	○	2

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LES DOMAINES DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE, DES CONNAISSANCES ET DE L'INNOVATION RENFORCENT L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Programme: Capacité dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>25</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Diligence appropriée, contrat de vérification et de présentation de rapports pour le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires</u></p> <p>Soutien d'un entrepreneur tiers pour assurer les fonctions de diligence appropriée, de vérification et de présentation de rapports qui sont liées au nouveau programme relatif au Fonds d'investissement stratégique et proposer des recommandations pour que les processus du Ministère s'harmonisent avec les pratiques exemplaires.</p>	SSI	650 000 \$	2 000 000 \$	2016-2017 à 2018-2019	Processus concurrentiel avec l'outil d'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels de soutien à la vérification (SPSV)

<sup>25</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Programme: Financement de la recherche-développement industrielle

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>26</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Contrat de vérification pour les fournisseurs de services de vérification</u></p> <p>Services professionnels fournissant des conseils objectifs et indépendants et pouvant donner l'assurance que les modalités des ententes de contribution de l'Office des technologies industrielles, de la Direction générale de la coordination de programme, de la Direction générale du programme Un Canada branché et de la Direction des remboursements et des recouvrements sont été respectées.</p>	SSI	1 000 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	DP avec l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels de soutien à la vérification (SPSV)

<sup>26</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES SONT COMPÉTITIVES

Programme: Recherche, financement et services pour les petites entreprises

Services > 500 000 \$ <sup>27</sup>

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>28</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Services des poursuites pénales - PFPEC</u>                      Les services réglementaires de poursuites pénales du Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) pour les dossiers qui ont été transférés après une enquête de la GRC sur des infractions alléguées qui auraient été commises à l'encontre du Programme de financement des petites entreprises du Canada (PFPEC).</p>	SMTPE	50 000 \$	350 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	PE avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
<p><u>Services professionnels pour le Carrefour de transformation numérique</u>                      Services professionnels visant à soutenir l'engagement d'améliorer la capacité du gouvernement à interagir numériquement avec les entreprises, à mener le virage numérique dans tout le Ministère et à accélérer l'adoption du numéro d'entreprise à l'échelle du gouvernement.</p>	STIT	1 000 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Processus d'approvisionnement concurrentiels existants et partenariats alternatifs

<sup>27</sup> À partir de 2016-2017, les éléments dont les coûts sont recouverts ne sont pas inclus dans le plan d'investissement d'ISDE. À titre informatif, ils figurent dans le document principal du Plan ministériel.

<sup>28</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Programme: Compétitivité et capacité industrielles

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>29</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<p><u>Amélioration des fondements analytiques qui soutiennent la prise de décisions fondée sur des données probantes dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense</u></p> <p>Services professionnels d'une organisation tierce pour des activités comme la détermination des principales priorités industrielles, la formulation de perspectives à long terme assurant la pérennité du secteur de la défense canadien, la prestation sur demande d'information, de renseignements, de recherches, d'analyses et de conseils stratégiques pour faciliter l'élaboration par le gouvernement d'approches permettant de tirer des avantages économiques de chacune des acquisitions vouées à la défense.</p>	SI	2 500 000 \$	5 000 000 \$	2015-2016 à 2017-2018	Traditionnelle par concours
<p><u>Analyse ciblée / diligence appropriée au sujet des propositions de projet pour le Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile (PIFSA)</u></p> <p>Des fournisseurs de services de conseillers financiers indépendants effectueront sur demande une analyse financière, technique et du plan d'affaires de chacune des propositions déposées au PIFSA.</p>	SI	339 000 \$	904 000 \$	2016-2017 à 2019-2020	DP avec l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels de soutien à la vérification (SPSV)

<sup>29</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Projets > 500 000 \$ – Proposés <sup>30</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>31</sup>	Durée	Étape <sup>32</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<p><u>Portail de représentation graphique des grappes au Canada (PRJ0001KL)</u></p> <p>Dans le budget 2016, on a annoncé l'intention du gouvernement d'élaborer, en collaboration avec les provinces, les territoires, les établissements de recherche et les autres parties intéressées, un portail canadien de représentation graphique des grappes. Le Secteur de l'industrie demande une analyse des options d'outils qui permettraient au Ministère de respecter l'engagement du budget 2016 d'élaborer une représentation graphique des grappes au Canada. Il soutient également un engagement pris à l'égard des États-Unis et du Mexique lors d'un Sommet des chefs d'État nord-</p>	SI	700 482 \$	547 938 \$ <sup>33</sup>	Avril 2016 à juin 2018	2	2	4	○	○	Une révision ECRP par le SCT sera nécessaire.

<sup>30</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>31</sup> Le coût total des investissements prévus est souvent déclaré pour les projets proposés (étapes 1 et 2) au lieu du coût prévu du projet. Le coût total des investissements prévus peut inclure des coûts hors projets, notamment les coûts récurrents et les coûts de l'étape 2. Cela diffère du coût total des investissements prévus.

<sup>32</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

<sup>33</sup> Dans ce cas, correspond aux phases 3-5 du coût prévu du projet.



Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>31</sup>	Durée	Étape <sup>32</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
américains (2014) de faire progresser la représentation graphique des grappes et biens en Amérique du Nord. ISDE dirige les travaux du gouvernement sur la cartographie des grappes et des actifs dans le cadre du Plan de travail sur la compétitivité nord-américaine. Les États-Unis souhaitent que le Canada se dote d'un outil comparable à son Cluster Asset Map portal.										

## Développement économique des collectivités

Projets > 500 000 \$ – Actifs <sup>34</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>35</sup>	Durée	Étape <sup>36</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<p><u>Solution de gestion client et bureau de FedNor (COMS)</u> L'Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario (FedNor) a établi le besoin d'une application électronique pour gérer les interactions avec les clients et les renseignements sur les dossiers de façon plus sécuritaire et efficace. Il a été déterminé que la mise en œuvre d'une solution de Gestion client et dossier, soit un produit commercial sur étagère (COTS), prévoyant l'entreposage centralisé et des capacités de gestion faisant appel à une approche axée sur la clientèle pour ce qui est de la prestation des services, répondrait mieux aux besoins opérationnels actuels et futurs de FedNor.</p>	SPS	148 500 \$	960 537 \$	Juin 2010 à décembre 2016	4	5	Complété	○	○	Une révision ECRP par le SCT n'est pas nécessaire.

<sup>34</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>35</sup> Coût prévu du projet (phases 3-5).

<sup>36</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

## SERVICES INTERNES

Immobilisations > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>37</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Droits de licence et frais de bureau du programme du SIFM</u> Droits annuels de licence du Système intégré des finances et du matériel (SIFM) et les frais du programme du SIFM qui appuient le groupe SAP du gouvernement du Canada.	SGI	585 700 \$	2 969 564 \$	2016-2017 à 2020-2021	Protocoles d'entente avec SPAC
<u>Factiva</u> Renouvellement annuel de l'abonnement à Factiva, un important nouveau service électronique sur le Web commercial qui est utilisé par le Ministère pour la surveillance des médias et la recherche dans le domaine.	BPI	270 564 \$	1 352 820 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC qui décidera de la meilleure approche pour l'approvisionnement
<u>Accord d'entreprise avec Microsoft</u> Achat de nouveaux logiciels Microsoft et renouvellements.	BPI	188 000 \$	940 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC qui décidera de la meilleure approche pour l'approvisionnement
<u>Ordinateurs portatifs et ordinateurs de bureau du Ministère</u> Mise à jour annuelle des portables et des ordinateurs de bureau.	BPI	3 000 000 \$	15 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC

<sup>37</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>38</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
<u>Services de vérification</u> Services pour réaliser des vérifications, ou tâches liées aux vérifications.	DGVE	346 333 \$	1 731 665 \$	2016-17 à 2020-2021	Appel d'offres ouvert / autorisations de tâches subséquent à un arrangement d'approvisionnement interne utilisant l'outil d'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels de soutien à la vérification (SPSV)
<u>Services de sécurité</u> Englobe les contrats annuels pour les services de commissionnaires pour les bureaux d'ISDE.	SGI	1 129 650 \$	5 928 659 \$	2016-2017 à 2020-2021	Commande subséquente à une offre à commandes principale et nationale
<u>Programme d'aide aux employés</u> Englobe les coûts annuels du Programme d'aide aux employés pour les employés d'ISDE et leur famille.	SGI	252 564 \$	1 123 476 \$	2016-2017 à 2020-2021	Lettre d'entente interministérielle
<u>Services professionnels de TI pour les spécialistes des centres d'assistance</u> Services professionnels d'embauche de ressources pour soutenir la prestation par le Centre de services et	BPI	1 500 000 \$ <sup>39</sup>	7 500 000 \$ <sup>40</sup>	2016-2017 à 2020-2021	Services professionnels de soutien à la le Services professionnel en informatique centré sur les tâches (SPICT)

<sup>38</sup> Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

<sup>39</sup> Le coût prévu pour cette année est de 1 500 000 \$, dont environ 3,95 % sont recouverts par FedDev Ontario, le Commissariat au lobbying du Canada et la Commission du droit d'auteur du Canada.

<sup>40</sup> Le coût prévu pour les cinq prochaines années est de 7 500 000 \$, dont environ 3,95 % sont recouverts par FedDev Ontario, le Commissariat au lobbying du Canada et la Commission du droit d'auteur du Canada.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) <sup>38</sup>	Durée (d'un exercice à un autre)	Stratégie d'approvisionnement
les services de soutien de bureau de services aux employés d'ISDE partout au Canada.					
<u>Soutien de maintenance du SGRH GC</u> Maintenance annuelle, frais de traitement et soutien.	BPI	395 500 \$	1 977 500 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC qui décidera de la meilleure approche pour l'approvisionnement
<u>Soutien et maintenance - Microsoft Premier</u> Le renouvellement de ce contrat fournira à ISDE les services de soutien technique continu nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels.	BPI	172 800 \$	864 000 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC qui décidera de la meilleure approche pour l'approvisionnement
<u>IBM Cognos</u> Renouvellement annuel de la maintenance de logiciel	BPI	126 808 \$	634 040 \$	2016-2017 à 2020-2021	Demande à SPAC qui décidera de la meilleure approche pour l'approvisionnement

Projets > 500 000 \$ – Actifs <sup>41</sup>

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Informatique décisionnelle et analytique – Sous-projet 2 (PRJ0001GK)</u> Mise en oeuvre de la seconde étape de la gestion des données de référence à travers l'organisation, et des capacités d'informatique décisionnelle et analytique additionnelles qui sont liées à la feuille de route quinquennale.	BPI	2 020 254 \$	2 440 741 \$	Avril 2016 à octobre 2018	2	3	À déterminer	○	○	2
<u>Informatique décisionnelle et analytique – Sous-projet 1 (PRJ0001GE)</u> Mise en œuvre de capacités d'informatique décisionnelle et analytique afin d'améliorer la prise de décision à l'échelle ministérielle, grandement soutenue par des données ministérielles gérées de façon	BPI	1 965 228 \$	3 535 477 \$	Novembre 2014 à mai 2017	3	4	5	○	○	2

<sup>41</sup> L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

<sup>42</sup> Coût prévu du projet (phases 3-5).

<sup>43</sup> Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : [http://icw.eb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h\\_00004.html](http://icw.eb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html).

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
centralisée grâce à un cadre de gestion des données de référence tout en mettant en œuvre un solide programme de gouvernance des données.										
<u>Consolidation des centres de données / Migration des environnements système (PRJ000191)</u> Cette initiative de SPC permettra de consolider et de déclasser 485 anciens centres de données dans l'ensemble des 43 organisations du GC; les réduisant à 7 centres de données modernes, sécuritaires de classe mondiale d'ici 2020. Au sein d'ISDE, toutes les applications organisationnelles seront évaluées et classées en vue de la planification de leur migration.	BPI	710 000 \$	2 353 584 \$	Avril 2013 à mars 2020	3	3	À déterminer			2
<u>Solution de gestion des cas et de la clientèle (araphe) SGCC (PRJ00019F)</u> De nombreuses unités opérationnelles ont établi qu'elles avaient besoin d'un logiciel qui leur permettrait de mieux gérer les renseignements relatifs aux clients / intervenants de façon transparente et de les partager avec les autres unités opérationnelles. Celles-ci	BPI	25 000 \$	1 406 200 \$	Janvier 2011 à novembre 2016	4	5	Complété			n/a

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
ont également indiqué qu'elles avaient aussi besoin de logiciels qui leur permettraient de mieux gérer les cas particuliers (aussi appelés enjeux ou questions) de façon semblable. Pour répondre à un tel besoin, une grappe a été créée pour obtenir et établir un Centre ou une expertise pour déployer des solutions de gestion de cas au sein du ministère.										
<u>GCDocs (PRJ00018V):</u> Le projet GCDocs vise à mettre en oeuvre les normes du GC sur la gestion électronique des documents et des dossiers (GCDocs) pour stocker, chercher et gérer l'information non structurée. Cette initiative permettra à ISDE de se conformer à la Directive sur la tenue de documents du SCT tout en rendant possible le remplacement des anciens lecteurs partagés et en favorisant la collaboration des utilisateurs.	BPI	3 717 392 \$	8 709 551 \$	Decembre 2012 à septembre 2017	4	4	À déterminer		 <sup>44</sup>	2

<sup>44</sup> Il y a eu des retards au niveau de la livraison par SPC de l'environnement technique pour GCDocs, des retards pour compléter la structure des dossiers ciblée pour les RH et Finances, ainsi que des retards liés à l'état d'avancement et l'utilisation de l'outil de migration.



Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Gestion de l'identité d'ISDE (IdM) (PRJ000040)</u> Ce projet permet de s'attaquer aux risques connus que représente le système actuel d'inscription d'ISDE et il fournit les services nécessaires pour protéger les comptes et les renseignements personnels de nature délicate de clients.	BPI	0\$	616 734 \$ (coût total du projet approuvé à l'évaluation graduelle 5)	Avril 2014 à mai 2016	5	Complété mai 2016		n/a	n/a	n/a
<u>Optimisation des imprimantes – Phase II (PRJ000045)</u> Projet permettant de revitaliser l'environnement de l'impression, de réduire les coûts, d'améliorer la satisfaction de la clientèle et la productivité de l'utilisateur final.	BPI	0 \$	566 000 \$ (coût total du projet approuvé à l'évaluation graduelle 5)	Juin 2008 à juin 2016	5	Complété juin 2016		n/a	n/a	n/a
<u>Initiative de transformation du courriel (ITC) (PRJ000170):</u> Services partagés Canada met en œuvre un système commun de courriel du GC. Ce projet ISDE-ITC regroupe toutes les activités nécessaires pour se préparer à migrer avec succès les services de courriel actuels vers le nouveau service de courriel de SPC.	BPI	50 500 \$	1 944 523 \$	Juin 2013 à octobre 2016	5	5	Complété	○	○	n/a

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
<u>Initiative de renouvellement du Web du gouvernement du Canada (PRJ0001CF)</u> du gouvernement afin de consolider l'ensemble des 1500 sites Web du GC en un seul site Web : canada.ca. ISDE a été désigné comme responsable des trois sections principales du site Web, soit la section des entreprises, celle portant sur l'argent et finances, et celle de la science et de l'innovation.	DGCM	1 552 601 \$	3 191 351 \$	Mars 2014 au 31 janvier 2018	4	4	À déterminer	○	○	2
<u>Stratégie nationale de la gestion des locaux (NAS) (PRJ00017G)</u> Stratégie nationale de la gestion des locaux pour réduire les espaces utilisés par ISDE partout au pays pour atteindre les cibles de réduction des espaces du gouvernement du Canada annoncées en avril 2012.	SGI	3 082 000 \$	18 285 679 \$	Avril 2012 à mars 2020	4	4	4	○	○	2 (59%)
<u>Adoption de Mes RHGC (SGRH du GC v. 9.1) (PRJ00016U)</u> Ce projet comprend la transition de la version 8.9 du SGRH du GC d'ISDE (PeopleSoft) à une seule version 9.1 du gouvernement du Canada de PeopleSoft, appelée maintenant Mes	SGI	704 765 \$	1 426 705 \$	Avril 2015 à octobre 2016	4	5	Complété	○	○	2

Nom / Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total des investissements prévus <sup>42</sup>	Durée	Étape <sup>43</sup>			Santé du projet		Cote ECRP
					Au début de 2016-2017	Mi-exercice	Projetée à la fin de 2016-2017	Coût	Calendrier	
RHGC. Plutôt que d'héberger notre propre système ISDE, ce système normalisé du GC sera hébergé de façon centrale (par SPC ou SPAC) et accessible par plusieurs ministères / organismes.										
<u>Interopérabilité du Web (PRJ00018U)</u> Mise en œuvre de la norme du SCT sur l'interopérabilité du Web.	DGCM	0 \$	1 830 192 \$	Janvier 2013 à Sseptembre 2016	5	5	Completé	○	○	2
<u>Renouvellement et accessibilité du Web (PRJ00012I)</u> Mise en œuvre de la nouvelle norme du Web sur l'accessibilité.	DGCM	0 \$	2 238 536 \$	Avril 2011 à septembre 2016	5	5	Completé	○	○	n/a

# ANNEXE 3: PLANS D'ACTION EN MATIÈRE DE RISQUES ORGANISATIONNELS POUR 2016-2017

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : LE MARCHÉ CANADIEN EST EFFICACE ET CONCURRENTIEL

Catégorie : Réputation et attentes des intervenants			
Propriétaire du risque	Évaluation du risque		
SMA principal, Spectre, technologies de l'information et télécommunications (STIT)			
Énoncé du risque	Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
La capacité du Ministère de gérer la libération de fréquences du spectre pour les services mobiles pourrait ne pas suivre la cadence de la demande de nouveaux services qui est en croissance rapide.	Moyen- faible	Moyen- faible	Moyen- faible
Incidence			
Le Canada pourrait prendre du retard dans l'économie numérique mobile.			
Moteurs			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les nouveaux services de communication sans fil se développent à un rythme sans précédent et requièrent de gros volumes de largeur de bande</li> <li>• La transition des utilisateurs et des applications existants peut nécessiter des années de préparation avant que le spectre puisse être recyclé.</li> </ul>			
Stratégie d'atténuation			
Afin d'atténuer ce risque, le Ministère tiendra un plan réaliste et pluriannuel de libération de fréquences du spectre et passera en revue les exigences de ressourcement pour sa mise en œuvre.			

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Consacrer des ressources aux situations les plus pressantes, en s'assurant que les dossiers importants progressent.	Elaborer un ou des plans de transition en collaboration avec la Commission fédérale des communications des États-Unis pour les utilisateurs de la bande de 600 MHz suite à la clôture des enchères incitatives qui ont débuté le 29 mars 2016. <ul style="list-style-type: none"> <li>Les enchères incitatives américaines sont toujours en cours. Les travaux sur le plan de transition se poursuivent donc.</li> </ul>			
	Le Cahier des charges sur les normes radioélectriques visant à mettre à jour les normes sur le matériel radio afin de permettre l'utilisation au Canada d'appareils analogues aux appareils radio multi-utilisateurs a été publié en août 2016.		<input checked="" type="checkbox"/>	
Les options qui sont transparentes et qui relèvent du pouvoir du Ministère seront considérées afin d'accélérer la disponibilité du spectre.	La consultation publique sur un plan pluriannuel de libération de fréquences du spectre qui tiendra compte des études sur la demande de fréquences du spectre, des avancées technologiques et des activités internationales est prévue pour le début de 2017. Cela aidera le Ministère quant à ses activités et ses priorités touchant la planification du spectre.			
	Sécurité publique Canada et ISDE ont actuellement des interactions avec des intervenants, qui mèneront à une recommandation de structure de gouvernance pour le réseau national à large bande de sécurité publique avant la fin de l'exercice en cours. ISDE lancera alors des consultations sur l'utilisation des fréquences de la bande de 700 MHz du spectre de la sécurité publique (bande 14) et publiera des décisions en matière de politiques en 2017-2018.			

<sup>45</sup> Légende de l'état



En cours :  
Actions avec une date prévue de fin.



Terminé :  
Actions qui ont été achevées depuis la dernière mise à jour.



Continu :  
Actions qui se poursuivront de façon indéfinie.

Catégorie : Immobilisations et investissements

<b>Propriétaire du risque</b>		<b>Évaluation du risque</b>		
SMA principal, Spectre, technologies de l'information et télécommunications (STIT)				
<b>Énoncé du risque</b>		<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Le vieillissement des bâtiments et de l'infrastructure et du matériel connexes au campus du CRC pourrait entraîner des risques pour la santé et la sécurité matérielle des employés, des visiteurs et de l'environnement.		Moyen	Moyen	Moyen
<b>Incidence</b>				
Il y aurait des répercussions négatives sur la santé et le bien-être des employés et des visiteurs en raison de l'exposition à court et à long terme aux risques pour la santé.				
<b>Moteurs</b>				
En tant qu'employeur, ISDE a une obligation de protéger la santé et la sécurité de ses employés.				
<b>Stratégie d'atténuation</b>				
Le CRC a créé un portefeuille de la santé et de la sécurité des grands projets au Campus, visant directement ainsi à réduire les risques. L'approbation de procéder a été reçue le 12 juin 2012, assortie d'un calendrier de réalisation du projet de 4 ans. Les dépenses annuelles en capital du CRC consacrées aux améliorations du campus continueront d'être appliquées aux projets qui représentent la responsabilité la plus élevée pour le Ministère. Les fonds additionnels ont été prévus et ont été engagés. Également, le risque diminuera en réduisant l'empreinte du CRC sur le campus.				
Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Continuer de mettre en œuvre toutes les mesures qui émanent du portefeuille de projets de santé et sécurité, ainsi que les éléments associés au portefeuille du budget 2014 et aux fonds pour les	Le Plan de portefeuille de projets de santé et sécurité au CRC a été financé à l'interne et lancé en juin 2012.	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Le portefeuille de projets de santé et sécurité s'est élargi en accueillant sept nouveaux projets, financés par l'Initiative fédérale liée aux infrastructures du Budget 2016; l'échéance a été reportée au 31 mars 2018.			

infrastructures fédérales de 2016. Les mesures menant à la réduction de l'empreinte aideront à réduire le risque.	Conversion d'un système de chauffage centralisé et élimination de la nécessité d'une centrale de chauffage : <ul style="list-style-type: none"> <li>Les éléments dépendant du système de chauffage centralisé seront éliminés d'ici le 31 mars 2018, une fois qu'aura été installé le nouveau système indépendant de chauffage, de ventilation et de climatisation.</li> <li>L'élimination du système de chauffage centralisé a été reportée pour répondre aux besoins des partenaires du campus</li> </ul>			
	Réduire l'empreinte des immeubles du CRC de plus de 6 000 m <sup>2</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>La réduction de l'empreinte du CRC se poursuivra jusqu'en mars 2018, quand tous les projets de santé et de sécurité en cours seront achevés.</li> </ul>			

Catégorie : Immobilisations et investissements			
Propriétaire du risque	Évaluation du risque		
SMA principal, Spectre, technologies de l'information et télécommunications (STIT)			
Énoncé du risque	Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
Il existe un risque que, en raison de l'investissement important et de la complexité d'un projet d'envergure, la mise en œuvre du projet Modernisation des applications du spectre – mise en œuvre d'un logiciel commercial (MAS-MLC) ne soit pas réalisée conformément au coût, au calendrier et aux contraintes de la portée établis et/ou que les résultats opérationnels visés ne soient pas atteints.	Moyen	<input checked="" type="checkbox"/>	
Incidence	Les caractéristiques, capacités et fonctions des anciens systèmes deviennent de plus en plus inadéquates pour répondre aux nouvelles exigences et aux nouveaux besoins. Cette lacune réduit la capacité du Ministère de gérer de façon efficace et efficiente l'attribution de licences du spectre.		

**Moteurs**

Les systèmes de TI vieillissants de gestion du spectre (utilisés pour l'attribution de licences, l'analyse technique et la facturation) sont à risque. La connaissance du système existant sera perdue à cause des retraites à venir.  
Le système existant ne répond pas efficacement aux exigences des nouvelles politiques.  
Le nouveau système représente un changement important et il s'agit d'un défi d'y préparer l'organisation.

**Stratégie d'atténuation**

Veiller à ce que les systèmes existants de TI du spectre soient soutenus et maintenus adéquatement pendant qu'un nouveau système est mis en œuvre. Veiller à ce que le nouveau système / logiciel soit mis en œuvre sous forme d'éléments faciles à gérer grâce à un certain nombre de petites versions pendant une période de 5 ans (c.-à-d., remplacer 80 % de la fonctionnalité du système existant; aucun système n'aura plus de 10 ans, et veiller à ce qu'un processus continu de modification progressive soit en place).

Note: Le projet consiste à remplacer les anciennes applications dépassées qui sont actuellement fragiles et représentent un risque opérationnel. Le remplacement des applications sera effectué conformément au coût, au calendrier et aux contraintes de la portée établis et dépassera les résultats opérationnels ciblés.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Utiliser une solution prête à l'emploi nécessitant peu d'adaptation pour répondre aux besoins à long terme de mise à niveau du système de gestion du spectre – Modernisation des applications du spectre – mise en œuvre d'un logiciel commercial (MAS-MLC).	Le projet comprend 3 versions majeures : pilote, version 1 et version 2. Le pilote a été lancé avec succès en mai 2014.	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Le projet en est à la version 1.  La version 1 consiste en la certification des lignes de service de l'octroi de licences du spectre, de diffusion et d'homologation d'équipements; cette version a commencé en mai 2013 et le déploiement s'est fait avec succès en juillet 2015.	<input checked="" type="checkbox"/>		
	La version 2 (ligne de service mobile terrestre/fixe) a commencé en avril 2015 et le déploiement commencera en novembre 2015.	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Les trois versions de la phase de mise en œuvre seront achevées d'ici mars 2016.	<input checked="" type="checkbox"/>		

Maintenir l'ancien système tout en mettant au point de nouvelles solutions.	Maintenir des niveaux de personnel suffisants pour assurer l'exploitation courante et le déclasséement progressif de l'ancien système existant tout au long du projet jusqu'en mars 2016. Limiter les nouveaux développements dans l'ancien système au cours de la période consacrée au projet afin d'assurer la gestion de l'ensemble des exigences pour et que le personnel soit libre pour participer au projet.	<input checked="" type="checkbox"/>		
Mettre en œuvre les recommandations découlant du rapport de l'examineur indépendant d'octobre 2013 et février 2015.	Des ressources requises ont été retenues pour assurer le succès du projet. Un plan de déploiement a été développé, y compris des activités de disponibilité opérationnelle. Avec la transition du MAS-MLC au nouveau SGS spectra, le soutien opérationnel sera adapté par le biais de formations et la mise en place d'un centre d'appel interne pour appuyer les opérations quotidiennes et fournir des renseignements aux clients. Une communauté de pratique des super utilisateurs SPECTRA sera également mise en place afin d'aider les utilisateurs, ainsi que de contribuer à l'évolution vers le nouveau système.	<input checked="" type="checkbox"/>		
Clôre le projet de MAS-MLC et faciliter la transition de l'état de projet à celui de programme en 2016-2017.	Le projet de MAS-MLC s'est terminé à la fin de l'exercice 2015-2016, après avoir atteint ses objectifs sans dépasser son budget. Le rapport de clôture a été présenté au CSI le 8 septembre 2016.		<input checked="" type="checkbox"/>	

Catégorie : Réputation et attentes des intervenants			
Propriétaire du risque	Évaluation du risque		
SMA, Secteur de l'industrie (SI)			
Énoncé du risque	Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
Les exigences du processus d'examen des investissements pourraient avoir une incidence sur la réputation du Canada en ce qui concerne l'ouverture aux affaires.	Moyen	faible	faible
Incidence			
Les niveaux d'investissement (capital et technologie) requis pour stimuler la croissance et l'innovation dans l'économie canadienne pourraient ne pas être optimisés.			

Moteurs				
<p>Les investisseurs potentiels pourraient être influencés par des facteurs intangibles, comme la perception de l'ouverture aux investissements. Le profil de l'activité d'investissement du secteur de l'énergie est très en vogue et a fait l'objet d'attention publique soutenue. Un rejet en vertu de la Loi d'une opération dans le secteur des télécommunications a également été très médiatisé. Toutefois, les dispositions strictes en matière de confidentialité dans la Loi anticipent une explication détaillée en vertu de la Loi. Par conséquent, chaque décision, qu'elle entraîne ou non un investissement, est sujette à un examen rigoureux plus ou moins éclairé. Les opinions à ce sujet ne reflètent pas nécessairement la réalité du climat d'investissement canadien, et pourraient être communiquées aux investisseurs étrangers, y compris ceux dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications et d'autres secteurs de l'économie.</p>				
Stratégie d'atténuation				
<p>L'application uniforme de la Loi sur Investissement Canada est la stratégie d'atténuation la plus importante, puisque la stabilité est importante pour la communauté financière. Tous les investissements ou établissements approuvés sont publiés. Les lignes directrices détaillées sont également disponibles en ligne.</p> <p>Pour la première fois, en juillet 2016, des renseignements détaillés sur les dispositions en matière de sécurité nationale de la Loi ont été publiés, dans le Rapport sur l'administration de la <i>Loi sur Investissement Canada</i>. Les activités d'investissement stratégique du programme de politique et d'analyse axées sur l'industrie du Ministère, ainsi que celles d'Investir au Canada, un élément du Service des délégués commerciaux du Canada du MAECD, sont également importantes pour atténuer ce risque. La Division de l'examen des investissements collabore avec le MAECD, ainsi que les secteurs du gouvernement ayant de l'expertise sectorielle (p. ex., RNCan en ce qui concerne l'énergie) pour aider à engager positivement la communauté d'investisseurs envers ces enjeux et pour faire comprendre clairement que le Canada accueille favorablement les investissements étrangers.</p>				
Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Continuer le traitement opportun des avis d'investissement étranger et des demandes d'examen présentées par des investisseurs étrangers en vertu de la <i>Loi sur Investissement Canada</i> .	Continuer le traitement opportun des avis d'investissement étranger et des demandes d'examen présentées par des investisseurs étrangers en vertu de la <i>Loi sur Investissement Canada</i> .			
Continuer les activités de sensibilisation avec les conseillers pour les investisseurs étrangers pour expliquer le cadre du Canada pour la promotion du commerce et de	Continuer les activités de sensibilisation avec les conseillers pour les investisseurs étrangers pour expliquer le cadre du Canada pour la promotion du commerce et de l'investissement, y compris la <i>Loi sur Investissement Canada</i> , tout en défendant les intérêts du Canada.			

l'investissement, y compris la Loi sur Investissement Canada, tout en défendant les intérêts du Canada.				
Les modifications réglementaires antérieurement annoncées en ce qui concerne les seuils qui s'appliqueront pour l'examen de l'avantage net en vertu de la Loi sur Investissement Canada.	Le Règlement modifiant le Règlement sur Investissement Canada a été publié la Gazette du Canada, Partie II, le 25 mars 2015, avec une entrée en vigueur le 24 avril 2015.	☑		

Catégorie : Immobilisations et investissements			
<b>Propriétaire du risque</b>	<b>Évaluation du risque</b>		
Commissaire aux brevets, OPIC			
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Il existe un risque que, en raison de l'importance des investissements et des efforts requis, l'OPIC ne soit pas en mesure de moderniser ses systèmes de TI en temps opportun, ce qui ferait en sorte qu'il continue de dépendre d'anciens systèmes, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur sa capacité de servir ses clients et de respecter ses engagements opérationnels.	<b>Moyen-élevé</b>	<b>Moyen-élevé</b>	<b>Moyen-élevé</b>
<b>Incidence</b>			
L'OPIC continue de dépendre de systèmes anciens de plus en plus instables. Les coûts de maintenance et de modernisation des systèmes anciens augmentent à mesure que la dépendance s'accroît. La réputation et la crédibilité de l'OPIC auprès des clients et de la communauté internationale des OPI diminuent.			
<b>Moteurs</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La complexité, la stabilité et l'âge des systèmes anciens.</li> <li>• Les engagements de la Loi d'exécution du budget 2014 (C-43, C-31) relatifs à la mise en œuvre des traités de PI ont causé des problèmes d'établissement des priorités organisationnelles à l'OPIC et au BPI, qui ont entraîné des retards dans le Programme de modernisation des TI.</li> </ul>			

- L'engagement de la Loi d'exécution du budget 2015 (C-59) a causé des problèmes d'établissement des priorités organisationnelles supplémentaires, ce qui a entraîné la réaffectation de ressources existantes de l'OPIC et du BPI au détriment du Programme de modernisation des TI.
- La modélisation des ressources des projets de modernisation des TI a démontré des pénuries de capacités pour plusieurs postes essentiels : manque de gestionnaire de projets de TI, d'autres postes de TI techniques, de postes de soutien de projet, ainsi que de spécialistes de secteurs d'activité.
- Les solutions proposées par l'OPIC sont conditionnées par les solutions d'entreprise qui ont été dictées par le gouvernement du Canada et par le service offert par ISDE-BPI/SPC. Le déploiement des projets de l'OPIC est aussi considérablement affecté par les initiatives du gouvernement du Canada et par les autres grandes initiatives ministérielles.

#### Stratégie d'atténuation

Établir une solide équipe de gestion des programmes à l'OPIC et au BPI et acquérir les ressources de TI nécessaires pour poursuivre les projets de modernisation des TI de l'OPIC, les projets gouvernementaux et ministériels et les projets législatifs tout en assurant l'entretien des systèmes existants. Assurer une coordination étroite des projets de modernisation des TI avec les projets législatifs afin d'en assurer l'achèvement de façon prioritaire. Le BPI et l'OPIC doivent produire un plan de programme intégré pour assurer l'harmonisation et l'exécution des activités en suivant un cheminement critique unique.

Vérifier que les anciens systèmes de l'OPIC en usage sont pris en charge et entretenus adéquatement en attendant que les nouvelles solutions soient construites, achetées ou mises en œuvre.

Fournir des mises à jour régulières sur la modernisation des TI aux principales parties prenantes afin de bénéficier en permanence de leur assentiment et de leur rétroaction.

S'assurer que les ressources sont suffisantes pour poursuivre les projets législatifs et de modernisation des TI en respectant les priorités et de manière coordonnée avec le BPI.

Partenariats avec les OPI internationaux pour trouver des solutions d'approvisionnement créatives.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Finaliser les principaux instruments de programme visant à assurer l'exécution réussie des programmes, dont ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• stratégie d'approvisionnement du BPI;</li> <li>• plan détaillé de modernisation des TI;</li> </ul>	<p>Une stratégie d'approvisionnement pour le BPI a été élaborée et examinée (T1 de 2016).</p> <p>Le plan détaillé de modernisation des TI a été créé et approuvé au T1 de 2016.</p> <p>L'analyse de rentabilisation du programme de modernisation des TI a été préparée et est en cours d'examen en vue d'une approbation au T3.</p>	➡	➡	☑

<ul style="list-style-type: none"> <li>analyse de rentabilisation du programme de modernisation des TI;</li> <li>plan du programme de modernisation des TI.</li> </ul>	Le plan du programme de modernisation des TI a été préparé et est en cours d'examen en vue d'une approbation au T3.			
Terminer le plan de programme intégré de l'OPIC/du BPI.	Un plan de programme intégré pour l'OPIC et le BPI a été élaboré et est en cours d'examen; sa livraison est prévue pour le T3.			
Entretien des anciens systèmes pendant l'élaboration de nouvelles capacités et solutions.	La maintenance et la gestion des anciens systèmes sont assurées à l'aide du processus JIRA de l'OPIC.			
Tirer parti des efforts des autres OPI pour faire progresser l'infrastructure de TI moderne de l'OPIC, comme une solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités.	Dans le cadre du projet des cas de PI et du déroulement des activités, la Direction générale des marques de commerce évalue actuellement le logiciel de l'OMPI pour déterminer si son utilisation est viable à l'OPIC.			

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LES DOMAINES DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE, DES CONNAISSANCES ET DE L'INNOVATION RENFORCENT L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Catégorie : Conception et réalisation de programme				
Propriétaire du risque		Évaluation du risque		
SMA, Secteur science et innovation SMA, Secteur de l'industrie		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<b>Énoncé du risque</b>		<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>
En raison de leur complexité inhérente et des conditions changeantes du marché, les débours dans le cadre de certains des programmes d'ISDE pour appuyer la R-D pourraient se faire moins rapidement que prévu et les bénéfices escomptés pourraient ne pas être réalisés.				
<b>Incidence</b>				
Réduit la capacité de réaliser les résultats et les avantages des programmes; limite la capacité du gouvernement d'appuyer la R-D dans les industries essentielles.				
<b>Moteurs</b>				
De nombreux projets de R-D gérés par ISDE sont intrinsèquement risqués. Plusieurs facteurs influencent la réussite de ces projets :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fluctuations économiques mondiales soutenues</li> <li>- Capacités croissantes des économies émergentes</li> <li>- Resserrement des conditions des marchés financiers</li> </ul>				
<b>Stratégie d'atténuation</b>				
Une gouvernance et des pratiques de surveillance solides, un cadre de gestion du risque et un cadre de mesure du rendement robustes, des activités d'évaluation et de vérification, une communication efficace avec les bénéficiaires et des activités de sensibilisation aux programmes aideront à atténuer le risque inhérent du financement de la R-D industrielle.				
Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Faire connaître le programme et encourager la participation en organisant des activités de sensibilisation pour donner des renseignements généraux sur	Les employés de l'OTI participent à des événements de l'industrie et mènent d'autres activités identifiées dans le plan de sensibilisation 2016-2017. Ces activités comprennent notamment l'Exposition sur l'aérospatiale, la défense et la sécurité (EADS), à Abbotsford, la Canadian Defence Security and Aerospace Exhibition Atlantic (DEFSEC) 2016 à Halifax et le Canada's Global			

<p>l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) et le Programme de démonstration de technologies (PDT), et fournir de l'information sur les processus de demande.</p>	<p>Defence and Security Trade Show (CANSEC) 2016 à Ottawa, ainsi que des activités de sensibilisation ciblées afin d'attirer l'attention de certaines entreprises actives dans ces régions.</p>			
<p>Examiner les programmes de R-D afin de garantir leur efficacité et leur pertinence.</p>	<p>On procède actuellement à une évaluation du programme ISAD. L'évaluation est axée sur l'examen de la pertinence, du rendement et de l'efficacité du programme.</p> <p>Le comité consultatif du PDT continue à se réunir pour examiner les modalités du programme et fournir des recommandations ou des mises à jour lorsque nécessaire.</p> <p>L'équipe du FISA continue de recueillir les données nécessaires à l'établissement de rapports sur les résultats du programme. La Direction générale des industries de l'automobile et des transports (DGIAT) continue de se conformer au cadre de la gestion du risque du FISA.</p>			
<p>Maintenir les bonnes pratiques de gestion de l'Office des technologies industrielles (OTI) au moyen des cadres de mesure du rendement, de vérification et d'évaluation afin de s'assurer que les programmes puissent s'adapter rapidement aux défis et exploiter les possibilités.</p>	<p>Tous les accords de contribution d'ISAD comprennent les objectifs liés aux projets et les renseignements sur les résultats et les avantages attendus.</p> <p>Conformément à la Stratégie de mesure du rendement, les entreprises bénéficiaires ont soumis des rapports annuels sur les avantages des projets qui serviront à suivre le rendement des programmes et en faire le compte rendu.</p>			
<p>Favoriser l'adoption de programmes futurs par la publication de cas exemplaires illustrant les programmes et la démonstration de façon transparente que les programmes pourront être exécutés en temps</p>	<p>L'OTI est actuellement à revoir et à mettre à jour ses engagements en matière de rapports afin de fournir aux cabinets du ministre et au Bureau du sous-ministre des renseignements plus pertinents sur les programmes.</p> <p>Tous les rapports annuels sur les avantages des projets ont été recueillis, et les données sont en cours de compilation et d'analyse pour différents produits comme le Rapport sur les faits saillants des programmes.</p> <p>Le Rapport sur les faits saillants des programmes 2014-2015 a été publié et des travaux préliminaires ont été entrepris pour le rapport final 2015-2016.</p>			

<p>opportun Soutenir le travail de vérification interne d'ISAD en 2016-2017 et répondre et donner suite à toutes les recommandations éventuelles.</p>	<p>La vérification du programme d'ISAD sera terminée en 2016-2017.</p>			
<p>Accroître la sensibilisation au programme et son adoption en réalisant des activités de relations externes afin d'offrir des renseignements généraux au sujet du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile (FISA) et sur le processus de demande.</p>	<p>ISDE participe à diverses conférences et réunions d'associations et tient des activités bilatérales de mobilisation avec des entreprises de tout le pays. Les fonctionnaires de la DGIAT participent à des événements où des annonces importantes sont faites.</p>			
<p>Mettre en œuvre les recommandations du Rapport du vérificateur du Canada de l'automne 2014, chapitre 5 - Le soutien accordé par le gouvernement à l'industrie de l'automobile – ISDE.</p>	<p>Une évaluation du programme afin de déterminer si le FISA atteint ses objectifs à long terme est prévue en 2017-2018, conformément à la nouvelle Politique sur les résultats du Conseil du Trésor et au Plan stratégique d'évaluation quinquennal d'ISDE.</p> <p>L'équipe du FISA du Secteur de l'industrie continue de recueillir les données nécessaires pour établir les rapports en fonction des extraits des programmes. La DGIAT continue de se conformer au cadre de la gestion du risque du FISA.</p>			

Catégorie : Réputation et attentes des intervenants			
<b>Propriétaire du risque</b>	<b>Évaluation du risque</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>SMA, Secteur de la politique stratégique</li> <li>Risque partagé pour tous les chefs de secteur</li> </ul>			
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Il y a un risque que le Programme inclusif d'innovation ne réponde pas aux attentes des intervenants, si les actions et les progrès sont perçus comme étant trop lents ou d'une ampleur insuffisante. <sup>46</sup>	n/a	n/a	À déterminer lors de la mise à jour de fin d'exercice
<b>Incidence</b>			
Exerce des effets négatifs sur les résultats et les avantages immédiats et à long terme du programme inclusif d'innovation en matière de développement des compétences, des technologies émergentes et d'accélération de la croissance propre.			
<b>Moteurs</b>			
Les moteurs de croissance antérieurs du Canada, notamment la participation accrue sur le marché du travail dans les années 1980, l'intégration du commerce dans les années 1990 et les prix mondiaux élevés des produits de base dans les années 2000, ne suffisent plus pour relever le niveau de vie des Canadiens et agrandir la classe moyenne. La situation est aggravée par une économie mondiale dans laquelle le Canada est prisonnier d'un faible taux de croissance. Le programme inclusif d'innovation reposera sur une démarche ambitieuse axée sur les personnes et sur les partenariats pour faire du Canada un centre d'innovation global dans l'optique de cette nouvelle perspective économique.			
<b>Stratégie d'atténuation</b>			
Le programme inclusif d'innovation se déploiera dans une perspective transformatrice axée sur les personnes et sur les partenariats visant à renforcer le système d'innovation du Canada et qui permettra de développer une économie canadienne prête à prospérer au 21 <sup>e</sup> siècle. Il se concentrera sur trois axes prioritaires : le personnel – développer le talent canadien et la main-d'œuvre de demain, les technologies – promouvoir l'excellence scientifique et le développement des technologies de pointe dans tous les secteurs de l'économie et les entreprises – assurer la croissance des entreprises et accélérer la croissance propre. Ces trois axes prioritaires, qui ont été validés au cours du processus de mobilisation autour du programme inclusif d'innovation, bénéficient des contributions de spécialistes, de chefs d'entreprise et de citoyens engagés.			

<sup>46</sup> Bien que ce risque organisationnel soit intégré ici dans la structure du Plan ministériel, il est reconnu que la mise au point d'un nouveau programme inclusif d'innovation est au centre des efforts d'ISDE pour apporter un soutien effectif aux entreprises, aux chercheurs et aux entrepreneurs novateurs et est une priorité essentielle concernant tous les résultats stratégiques.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Communiquer clairement comment le programme inclusif d'innovation favorisera une croissance avantageuse de la classe moyenne en appuyant des activités d'innovation dans tous les secteurs du Canada.	Un bilan du plan d'action et de l'information sur l'état de la situation seront communiqués au moment de la mise à jour de fin d'exercice.	n/a	➡	➡

### RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES SONT COMPÉTITIVES

Catégorie : Réputation et attentes des intervenants			
Propriétaire du risque	Évaluation du risque		
SMA, Secteur de l'industrie (SI)	Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<b>Énoncé du risque</b>			
Il se peut que les leviers des politiques et des programmes d'ISDE soient insuffisants en soi pour influencer le rendement des principaux secteurs canadiens advenant une crise dans l'un de ces secteurs.	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>
<b>Incidence</b>	La capacité du Ministère à promouvoir un fort rendement dans les principaux secteurs économiques pourrait décliner.		
<b>Moteurs</b>	De nombreux facteurs contribuent à la réussite du secteur de la fabrication, comme les impôts, les obstacles au commerce provincial et international, les règlements du gouvernement, les conditions inégales (subventions étrangères), les taux de change, etc. Le secteur de l'industrie aide les Canadiens à améliorer leur compétitivité industrielle et leur capacité d'innover en élaborant des politiques, des lois et des règlements et en y contribuant. Le SI collabore également avec le secteur privé au développement de l'industrie, attire les investissements et fait valoir l'expertise canadienne, en plus d'investir dans les initiatives du secteur privé qui visent à optimiser la productivité et à faciliter l'accès au capital.		



Cependant, un grand nombre des analystes du SI sont des spécialistes de domaines d'expertise particuliers, ce qui limite la capacité du secteur de s'adapter aux priorités changeantes du secteur de la fabrication et la capacité du Ministère de stimuler le rendement du secteur. Il s'ensuit que le Secteur évolue vers une main-d'œuvre plus flexible et plus adaptable possédant les connaissances trans-sectorielles voulues pour répondre aux priorités changeantes.

**Stratégie d'atténuation**

Le Ministère collaborera avec des intervenants du gouvernement et du secteur privé afin d'identifier des leviers pour concevoir une réponse à une crise dans un secteur clé de l'industrie. De plus, le Ministère s'efforcera d'élaborer un cadre plus souple et adaptable d'analystes ministériels, ce qui permettra une mise en place plus rapide d'expertise, une réactivité améliorée aux priorités changeantes et aux chocs externes et une mise en œuvre plus efficace des nouvelles techniques pour appuyer la fabrication canadienne.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Améliorer la qualité du travail d'élaboration des politiques produit par le Secteur de l'industrie.	De nombreuses discussions ont eu lieu sur des sujets intéressant la communauté responsable des politiques dans le Secteur de l'industrie, notamment les mesures budgétaires, les grappes, la politique d'innovation et les technologies.			
	Un rapport sur le Projet de la collectivité des politiques a été remis au greffier du Conseil privé le 29 juillet 2016. Ce rapport représente à la fois le parachèvement d'efforts consentis par l'équipe du Projet de la collectivité des politiques et une orientation possible pour le projet. On s'attend à ce que les co-champions du Projet de la collectivité des politiques fourniront une mise à jour lorsqu'ils auront reçu la rétroaction du Greffier.		<input checked="" type="checkbox"/>	
Passer en revue et réviser la liste de cours offerts à l'interne avec le concours de personnes à tous les échelons de l'organisation pour assurer la valeur et la pertinence des cours pour aider les employés à s'acquitter de leurs rôles en vue de favoriser le développement industriel.	Offrir de la formation à l'interne, adaptée en fonction des besoins définis par les employés et les gestionnaires afin de perfectionner les compétences et d'approfondir les connaissances des employés à tous les niveaux. La formation comprend les compétences techniques de base, les compétences techniques spécialisées, les compétences non techniques et les spécialisations liées aux priorités ministérielles.			
	Surveillance de la formation afin de cerner les aspects à améliorer sur le plan de la qualité, des domaines de spécialisation et de la richesse de l'offre. On a demandé de la rétroaction sur les cours déjà dispensés et les cours prévus en vue d'adapter le plan de formation et aborder les difficultés possibles à la participation.			

	En collaboration avec Affaires mondiales Canada, affectation de courte durée d'un fonctionnaire à Chicago en vue de faciliter l'élaboration d'un programme interentreprises en collaboration avec des fabricants d'équipement d'origine (OEM) pour les entreprises canadiennes participant au salon International Manufacturing Technologies Show (IMTS) 2016, à Chicago.			
Tirer profit des programmes ministériels de perfectionnement et de l'expertise des autres secteurs d'ISDE.	Fournir un appui soutenu aux groupes EC et CO du Secteur de l'industrie (SI) par l'intermédiaire de programmes d'avancement professionnel conçus sur mesure. Veiller à ce que le SI soit représenté aux tables de prises de décision ministérielles sur les compétences communes.			
	Des affectations informelles (à l'échelle du Secteur de l'industrie et du Ministère en général) ont été utilisées pour soutenir le leadership concernant le Projet interministériel de la collectivité des politiques; le rapport destiné au greffier du Conseil privé a été achevé en juillet 2016.			
	Le Secteur de l'industrie a travaillé étroitement avec l'OTI sur des occasions d'attirer des investissements, notamment un nouveau mandat de production avec Bell Helicopter Textron et une nouvelle occasion d'affaires avec Mecachrome.			
	La Direction générale des industries de l'automobile et des transports (DGIAT) au sein du Secteur de l'industrie a fait appel à des initiatives de microaffectation et d'autres régimes de travail alternatifs pour répondre aux besoins en effectifs comme la dotation provisoire de postes quand des employés sont en congé de longue durée ou les ententes de télétravail.			
Le Secteur de l'industrie soutient les personnes voulant acquérir d'autres compétences ou savoir-faire dans le cadre de l'initiative de microaffectation favorisant le partage et l'acquisition d'expérience.				
La Direction générale des industries de la fabrication et des sciences de la vie au sein du Secteur de l'industrie a établi une structure de formation d'une équipe spéciale pour faire progresser l'engagement budgétaire 2016 relativement aux réseaux et aux grappes d'innovation.				

	<p>Le Secteur continue de travailler étroitement avec l'OTI sur les propositions relatives à l'ISAD et au PDT.</p> <p>Le Secteur comporte une équipe interministérielle pour assurer tous les ans la coordination des activités liées au salon aéronautique.</p> <p>La DGIAT collaborera pour ce qui est des initiatives politiques menées par d'autres ministères, notamment celles qui sont associées au programme inclusif d'innovation du gouvernement du Canada et qui soutiennent les intérêts de l'industrie canadienne de l'automobile. Ce travail comprendra des engagements avec Ressources naturelles Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Transports Canada et Affaires mondiales Canada.</p> <p>La Direction générale des retombées industrielles et régionales travaille régulièrement avec un grand nombre d'intervenants au niveaux ministériel et interministériel pour discuter de divers approvisionnements. Ces discussions mènent à la formulation de stratégies d'approvisionnement et à la mise en œuvre des politiques des RIR/RIT.</p>			
--	---	--	--	--

Catégorie : Réputation et attentes des intervenants			
<b>Propriétaire du risque</b>	<b>Évaluation du risque</b>		
SMA principal, Spectre, technologies de l'information et télécommunications (STIT)			
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Il y a un risque que la disponibilité et la qualité des services électroniques et des services offerts par voie électronique ne permettent pas d'offrir les résultats auxquels s'attendent les entreprises canadiennes.	Moyen- faible	Moyen- faible	<b>Moyen- faible</b>
<b>Incidence</b>			
La disponibilité et la qualité des services électroniques et des services offerts par voie électronique n'offrent pas les résultats escomptés aux entreprises canadiennes			

Le fardeau administratif des entreprises canadiennes resterait le même, ce qui leur laisserait moins de temps pour mener des activités plus productives ou plus novatrices favorisant leur croissance ou leur participation à l'économie numérique.

La numérisation des transactions clients, visant à augmenter le rendement et l'efficacité du gouvernement, échouerait.

Le Canada pourrait être perçu comme accusant un retard par rapport à d'autres pays en ce qui concerne la prestation de services du gouvernement électronique.

#### Moteurs

- Le portefeuille de prestation de services de haut niveau ([engagement à la lettre de mandat du SCT](#), notes d'allocation du Ministre d'ISDE à l'occasion du Sommet canadien de l'aérospatiale, [la création d'un programme d'innovation qui énoncera clairement nos politiques et qui mettra en œuvre d'importants investissements qui favoriseront l'investissement, la diversification, l'innovation et l'exportation des entreprises afin de créer des emplois et de la richesse](#), Budget 2015).
- Les entreprises s'attendent à bénéficier de la prestation totalement intégrée de services reposant sur les technologies qui répondent à leurs besoins ([22<sup>e</sup> rapport annuel au premier ministre sur la fonction publique au Canada](#)).
- Les exigences de la Politique de Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les services, notamment la mise en œuvre d'une stratégie pluriannuelle de gestion des services.
- L'élaboration et l'utilisation d'une méthodologie standard permettant d'identifier et de consigner le coût de leurs modes de prestation pour appuyer la prise de décision en réponse au Rapport de l'automne 2013 du Vérificateur général du Canada (chapitre 2 – L'accès aux services en ligne).

La position du Canada sur la scène internationale s'affaiblit en ce qui a trait à la prestation de services de gouvernement électronique.

#### Stratégie d'atténuation

Pour atténuer le risque, le chef des services numériques consultera les entreprises canadiennes, les intervenants et les partenaires pendant tout le cycle de vie de l'initiative pour assurer l'adoption d'une approche collaborative axée sur la clientèle pour ce qui est de la planification et la mise en œuvre de transformations numériques qui augmenteront la disponibilité et la qualité des services électroniques d'ISDE ainsi que l'expérience des clients.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Création du rôle du chef des services numériques et du Carrefour de transformation numérique.	On fait connaître le rôle du chef des services numériques et du Carrefour de transformation numérique dans l'évolution des services numériques du GC au sein d'ISDE.	<input checked="" type="checkbox"/>		
Dotation appropriée	L'effectif du Carrefour de transformation numérique est maintenant de 15 employés, dont la majorité sont en détachement ou en affectation. Le risque persistera jusqu'à ce que l'organisation puisse être stabilisée.			

<p>Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'action de services aux entreprises cohérents pour réaliser les programmes de services aux entreprises et de transformation numérique et respecter les exigences de la Politique sur les normes de service du Conseil du Trésor.</p>	<p>Développement d'une Stratégie de gestion des services pour le Ministère, en fonction de la Politique sur les normes de service du Conseil du Trésor.</p>			
<p>Création d'une feuille de route de transformation numérique afin de regrouper les différentes transformations numériques dans une même structure.</p>	<p>La version préliminaire de la feuille de route de transformation numérique a été élaborée et présentée aux intervenants au niveau opérationnel ainsi qu'aux cadres supérieurs (SMA).  Un plan de mise en œuvre est en cours d'élaboration. La feuille de route de transformation numérique a été intégrée à la stratégie de gestion des services.</p>			
<p>Mise en place d'au moins deux validations de principe de la transformation afin de réduire le fardeau administratif des entreprises qui interagissent avec le gouvernement et d'améliorer l'expérience des clients (p. ex., l'approche « Dites-le nous une seule fois »).</p>	<p>Des partenariats ont été établis avec l'Agence du revenu du Canada et les utilisateurs précoces du numéro d'entreprise (c.-à-d. l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Environnement et Changement climatique Canada, Développement économique et social Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada afin de favoriser l'utilisation du numéro d'entreprise à des fins de validation. En outre, des partenariats officiels ont été établis avec Corporations Canada, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et le Québec dans le cadre du Projet pilote — Recherche aux registres des entreprises. De nouveaux partenariats sont à l'étude en collaboration avec la province de l'Ontario et la ville de Toronto pour un projet pilote accéléré de démarrage d'un restaurant.</p>			

## SERVICES INTERNES

Catégorie: Conception et réalisation de programme			
<b>Propriétaire du risque<sup>47</sup></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chef de l'informatique, Bureau principal de l'information (BPI)</li> <li>• Sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion intégrée (SGI)</li> <li>• Risque partagée par tous les chefs de secteur</li> </ul>	<b>Évaluation du risque</b>		
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Une capacité inadéquate de gérer l'information du Ministère pourrait donner lieu à une divulgation non autorisée d'information de nature délicate et à une détérioration de la réputation et de la crédibilité du Ministère.	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>
<b>Incidence</b>			
La divulgation non autorisée de renseignements de nature délicate pourrait mettre le Ministre et le ministère dans l'embarras à l'égard du public, effriter la confiance accordée au gouvernement et donne lieu à des plaintes de poursuites contre la Couronne.			
<b>Moteurs</b>			
<p>Le Ministère détient de grandes quantités de renseignements de nature délicate, notamment les suivants : documents confidentiels du Cabinet, information sur les entreprises canadiennes et leurs stratégies, données dans les dépôts d'insolvabilité, renseignements financiers de tiers et documents associés aux relations fédérales-provinciales qui attirent les gouvernements étrangers, les médias et les groupes externes.</p> <p>Hausse des attaques subtiles du gouvernement fédéral (p. ex., menaces sophistiquées et persistantes) et infractions de sécurité et divulgations de données à l'interne (ISDE).</p> <p>Augmentation de l'information de nature délicate transférée entre le Ministère et les utilisateurs par voie électronique.</p> <p>Sensibilisation limitée des employés pour reconnaître les processus adéquats de GI et de sécurité en ce qui concerne la manipulation, la transmission, le stockage et la destruction de renseignements protégés et classifiés.</p> <p>Étant donné le grand nombre de bureaux répartis à l'étendue de la RCN et dans les districts régionaux, il est difficile d'assurer un niveau de sécurité uniforme et d'assurer un niveau de formation adéquat.</p> <p>Le réseau de TI et l'infrastructure de sécurité informatique vieillissante permettent uniquement la communication et le stockage de l'information protégée A ou protégée B, à l'aide de chiffrement.</p>			

<sup>47</sup> Le risque est partagé par le BPI, responsable de la sécurité des TI et du plan d'action de la GI, et le SGI, responsable du plan d'action portant sur la sécurité personnelle et la culture de sécurité.

**Stratégie d'atténuation**

Pour atténuer ce risque, ISDE a adopté une stratégie à deux volets, en optimisant l'incidence du programme de sécurité ministériel, et en tirant profit des gros investissements dans les TI (comme la transformation des services de courriel et GCDocs), afin d'améliorer la sensibilisation à la gestion de l'information et les pratiques connexes à l'étendue du Ministère.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Secteur de la gestion intégrée				
Renforcer les structures de gouvernance de la sécurité du Ministère pour s'aligner sur les exigences de la Politique sur la sécurité du gouvernement (PSG) du SCT.	Rapport semestriel préparé par les membres du Groupe de travail sur la sécurité ministérielle (GTSM), portant sur les contrôles de sécurité, tant les contrôles en place que les contrôles prévus dans leurs secteurs respectifs.			
Élaborer et mettre en œuvre un plan de projet pour appuyer la mise en place de procédures d'enquête administrative sur la sécurité du Ministère ainsi que des produits et des outils pour l'appuyer.	Un guide des procédures d'enquête administrative a mis en valeur auprès de tous les employés et les gestionnaires d'ISDE en par le truchement du bulletin hebdomadaire d'ISDE et des séances de sensibilisation à la sécurité. Il existe une base de données sur les enquêtes pour suivre les incidents, cerner les tendances en matière de sécurité et établir les rapports connexes. Un rapport annuel d'infraction à la sécurité a été rédigé afin de cerner les tendances et de déterminer si de nouvelles mesures préventives sont requises.			
Continuer de gérer un réseau de communication très secret (RCTS) pour la transmission et l'analyse sécurisées de renseignements de nature délicate.	Une formation individuelle est donnée à l'interne aux nouveaux utilisateurs, car de nouveaux comptes sont créés. Une séance de formation sur la sécurité des communications est offerte tous les ans aux nouveaux utilisateurs et des cours de recyclage ont été offerts à maintes reprises.			

<p>Continuer d'accroître la sensibilisation à l'égard de la sécurité dans l'ensemble du ministère au moyen du Programme de sensibilisation à l'égard de la sécurité d'ISDE.</p>	<p>Des séances de sensibilisation à la sécurité sont données à un rythme bimestriel ou lorsqu'elles sont nécessaires, en plus du cours obligatoire de sensibilisation à la sécurité de l'EFPC que suivent tous les employés d'ISDE.</p> <p>Les documents de sensibilisation à la sécurité sont tenus à jour et contiennent toutes les nouvelles exigences.</p> <p>De nombreuses séances d'information sur la sécurité pendant les déplacements ont été présentées aux employés appelés à voyager à l'étranger, suivant les besoins.</p>			
<p>Améliorer les mesures de sécurité des lieux.</p>	<p>Plus de 95 % des recommandations contenues dans l'évaluation de la sécurité physique des bâtiments ont été mises en œuvre. Un seul bureau régional n'a pas terminé la mise en application des recommandations, mais on y prévoit y arriver d'ici la fin de l'exercice.</p>			
	<p>ISDE a mis en place un programme de balayage pour assurer la conformité aux exigences en matière de protection. Le programme est en cours de révision afin d'améliorer les résultats.</p>			
<p>Bureau principal de l'information</p>				
<p>Mettre en œuvre un processus officiel d'évaluation de sécurité et d'autorisation.</p>	<p>La Feuille de route d'adoption des conseils en matière de sécurité des technologies de l'information ITSG-33 d'ISDE a été élaborée et documentée. Le 1<sup>er</sup> avril 2016, le Programme de gestion du risque en matière de sécurité est passé d'un processus de certification et d'accréditation traditionnel à un processus d'évaluation de sécurité et d'autorisation, comme le prescrit la ITSG-33 du CST. Cette nouvelle méthode favorise la notion de « sécurité dès la conception » en identifiant les besoins opérationnels en matière de sécurité (confidentialité, intégrité et disponibilité) par le développement d'un énoncé de sensibilité et l'élaboration d'un profil de contrôle de sécurité pour chaque système qui permet de définir les contrôles de sécurité requis pour atténuer les menaces.</p> <p>En octobre, des agents d'ISDE rencontreront des experts du CST pour recueillir leurs commentaires sur la conception de l'évaluation des menaces au niveau ministériel à ISDE.</p>			



<p>Améliorer les capacités de protection active d'ISDE (prévention, détection, réponse et redressement) :</p>	<p>Les séances de sensibilisation à la sécurité continuent d'être offertes aux deux mois en salle ou en direct par Webex. Des séances d'information sur la sécurité pendant les déplacements sont également offertes aux personnes appelées à voyager à l'étranger, et la Sécurité des TI participe aux nouvelles séances d'orientation pour employés organisées par les RH.</p>			
<p>Élaborer un plan de projet pour améliorer le Programme de sensibilisation à la sécurité informatique</p>	<p>On prévoit de publier au cours du mois d'octobre une série de communications dans un bulletin d'information d'ISDE afin de mettre en valeur le Mois sur la sensibilisation à la cybersécurité. Cette campagne de sensibilisation vise à assurer la sécurité en ligne des Canadiens (partie intégrante de la Stratégie de sécurité des TI du gouvernement du Canada) et à promouvoir le site <a href="http://pensezcybersecurite.ca">pensezcybersecurite.ca</a> en tant qu'outil pour se maintenir à la fine pointe des meilleures pratiques en matière de sécurité.</p>			
<p>Améliorer la gestion de la vulnérabilité</p>	<p>La Sécurité des TI travaille actuellement avec la Direction générale des solutions d'entreprise du BPI en vue de tirer parti de la solution ministérielle d'intelligence d'entreprise d'ISDE. Cela permettrait à la Sécurité des TI d'améliorer le rendement en matière de sécurité par la mise en corrélation des informations provenant de différents systèmes informatiques et l'automatisation de la production de rapports de rendement.</p>			
<p>Accroître la capacité de détecter les incidents de sécurité potentiels en temps opportun de manière à réduire les préjudices, les délais de redressement et les coûts</p>	<p>La Sécurité des TI mène actuellement une étude de validation de principe d'un service automatisé de notification de vulnérabilité. L'Équipe de réaction aux incidents informatiques du gouvernement du Canada (ERII-GC) fournit cette information, comme elle le fait pour tous les produits logiciels. L'étude de validation de principe a pour objectif de déterminer si la solution permet à la Sécurité des TI de surmonter le bruit (données non pertinentes) entourant l'évaluation de la vulnérabilité et de se concentrer uniquement sur les vulnérabilités des produits déployés dans l'environnement.</p> <p>La Sécurité des TI d'ISDE continue de travailler activement avec l'ERII-GC afin de réagir à toute activité suspecte détectée sur le réseau d'ISDE.</p>			
	<p>La Sécurité des TI d'ISDE continue de collaborer avec le SPC relativement aux ressources afin de garantir la disponibilité des services d'ISDE. La Sécurité des TI d'ISDE recherche l'avis du groupe Services de gestion de la vulnérabilité de SPC concernant l'obtention d'un résumé des rapports de vulnérabilité des évaluations menées sur la structure d'ISDE.</p>			

<p>Lancer un projet GCDocs pour mettre en œuvre un outil commun à tous les employés pour stocker, partager, trouver et contrôler l'accès aux documents dont ils ont besoin.</p>	<p>Le projet GCDocs (PRJ00018V) a été suspendu en raison de la réalisation tardive de l'infrastructure et des problèmes posés par l'outil de migration. Les problèmes ont été résolus et la première mise en œuvre sera effectuée en septembre, et par la suite, on procédera à une mise en œuvre progressive et itérative.</p>			
<p>Mettre en œuvre des activités pour encourager l'engagement et l'adoption à long terme d'outils, de normes et de pratiques à jour de GI:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la gestion et la surveillance des fonds d'information du Ministère;</li> <li>• Cerner et confirmer les spécialistes fonctionnels de GI et les responsables de la GI dans les unités opérationnelles;</li> <li>• Offrir régulièrement des possibilités de sensibilisation et de formation pour la GI;</li> <li>• Exécuter des activités de découverte et de nettoyage de dépôts d'information non structurés existants pour appuyer l'Initiative de transformation des services de courriels (ITSC) et GCDocs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On recommande de poursuivre les activités de nettoyage dans les secteurs en vue de la mise en œuvre du projet GCDocs.</li> <li>• Une communauté de pratique (CdP) de la SFGI a été mise sur pied depuis juin 2016. En outre, les rôles des spécialistes fonctionnels de la SFGI et les rôles et responsabilités ont été présentés au CCGDG en mai 2016 et ont été approuvés.</li> <li>• Il a été convenu qu'un employé de la SFGI ou un spécialiste fonctionnel exerçant des fonctions de gestion de l'information serait nommé par un SMA (pour les spécialistes fonctionnels de la SFGI au niveau sectoriel qui participeront à la CdP ou un DG (pour les unités opérationnelles).</li> <li>• Les documents d'orientation et de formation de la GI quant aux modalités de sauvegarde de l'information ont été achevés et publiés. Les deux abordent l'environnement GCDocs actuel de disques partagés et l'environnement futur.</li> </ul>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'examen du cadre de gouvernance de la GI et les stratégies proposées sont en cours. Les réalisations attendues sont prévues pour octobre 2016.</li> </ul>			

Catégorie : Conception et réalisation de programme			
<b>Propriétaire du risque</b>	<b>Évaluation du risque</b>		
Chef de l'informatique, Bureau principal de l'information (BPI)			
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Il existe un risque que les investissements en TI prioritaires du Ministère soient retardés en raison d'un accès insuffisant aux capacités et aux ressources d'entreprise du GC <sup>48</sup> .	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>
<b>Incidence</b>			
Il existe un risque que le Ministère ne puisse pas relever entièrement les défis associés à l'atteinte de l'équilibre entre les exigences communes en matière de TI d'ISDE, celles du gouvernement du Canada à titre d'entreprise et celles spécifiques à l'organisation.			
<b>Moteurs</b>			
<p>Augmentation de nouvelles demandes découlant des initiatives menées par SPC et le SCT. De nombreux grands projets dont les calendriers dictés par des éléments extérieurs toucheront tous les secteurs / unités opérationnelles (par ex., transformation du courriel, GCDocs, consolidation des centres de données).</p> <p>De multiples activités dirigées par ISDE et initiatives de transformation des TI sont également en cours (par ex., STIT, BSF, OPIC).</p> <p>La capacité d'entreprendre ce travail est limitée tant au BPI que dans les secteurs / unités opérationnelles. Étant donné que les ressources sont limitées, une partie du travail devra être reportée en fonction de l'évaluation des priorités globales. Selon les initiatives qui sont reportées, le Ministère pourrait être perçu comme n'appuyant pas le programme de transformation du GC ou comme ne répondant pas aux besoins de l'organisation / du programme</p>			
<b>Stratégie d'atténuation</b>			
Les processus de gouvernance existants d'ISDE seront utilisés pour orienter les investissements ministériels dans la TI et les activités connexes vers les secteurs qui cadrent le mieux avec les priorités opérationnelles du Ministère et du gouvernement du Canada. En 2014-15, ISDE a développé un nouveau cadre de classement des projets pour appuyer la fixation des projets prioritaires parmi son vaste portefeuille de projets. Le processus d'investissement dans les projets ministériels de 2016-2017 guidera l'établissement de la priorité des projets et les décisions d'investissement.			

<sup>48</sup> L'énoncé de risque a été modifié dans le plan d'action pour intégrer le nouveau libellé approuvé par le Comité de gestion du ministère le 14 octobre 2015.

Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Elaborer un Plan d'investissement pour les projets ministériels 2017-2022.	<p>Le portefeuille de projets a été approuvé par le Conseil des investissements lors des réunions de janvier et mai 2016. L'information du projet a été utilisée ultérieurement dans le Plan ministériel d'ISDE de 2016-2017 (qui intègre le Plan d'investissement d'ISDE de 2016-2017 à 2018-2021) et le plan de TI d'ISDE de 2016 à 2019.</p> <p>Les renseignements relatifs au portefeuille de projets ont été fournis pour la mise à jour de milieu d'exercice du Plan ministériel d'ISDE.</p>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mettre à jour la Stratégie de TI du Ministère en s'alignant sur avec les autres initiatives stratégiques du GC et d'ISDE (par ex., Milieu de travail 2.0).	La mise à jour de la Stratégie GI/TI est en cours. En attente de la publication de la Stratégie de GI d'entreprise du SCT au T2 pour assurer la conformité avec l'orientation du GC.			
	<p>Poursuivre le travail de documentation des processus opérationnels avec les secteurs dans le cadre de l'initiative de cartographie des capacités organisationnelles actuellement en cours.</p> <p>La collecte d'information pour le STIT va bon train et devrait finir cette année.</p>			<input checked="" type="checkbox"/>
Elaborer et mettre en œuvre un plan ministériel de TI 2016-2019, tel que défini par le SCT. L'information dans le plan ministériel de TI est utilisée par SPC pour des fins de planification et représente une façon qu'ISDE partage de l'information avec SPC au sujet des projets.	<p>Le plan de TI d'ISDE de 2016 à 2019 a été présenté au SCT en juillet 2016 à la suite de l'achèvement de la planification ministérielle.</p> <p>La mise à jour de milieu d'exercice du plan de TI est en cours et sera présentée au SCT au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2106.</p> <p>ISDE est un membre actif de l'équipe de spécialistes du SCT, laquelle est à la recherche de moyens pour améliorer la planification des TI du GC.</p>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Continuer d'améliorer le nouveau cadre permettant de faciliter la gestion du portefeuille des projets du Ministère et d'équilibrer les sous-portefeuilles de projets régis par ISDE et le GC.	Le cadre a été utilisé pour la planification des investissements de 2016 à 2021 et continue d'évoluer en fonction des commentaires reçus et des leçons retenues.			

	<p>En outre, ISDE est un membre actif de l'équipe de spécialistes du SCT, dont l'une des réalisations attendues est un cadre de priorisation de projets pouvant être utilisé à l'échelle du GC.</p> <p>En 2016-2017, des éléments importants des données du plan de TI sont en cours d'incorporation dans le DMPP (c.-à-d. les services requis du SSC et l'établissement des coûts, et, si possible, les questions relatives à la priorisation de projets).</p>			
Maintenir un contact régulier avec Services Partagés Canada (SPC) et continuer à partager l'information de planification.	<p>Des réunions hebdomadaires de liaison SPC-ISDE et de points de contact réguliers du partenariat des dirigeants ont actuellement lieu.</p> <p>Le SPC continue de participer aux réunions du Comité de gestion et de supervision du BPI. De plus, le SPC a été représenté auprès du Conseil des investissements du Ministère (en qualité d'observateur) et aux réunions organisationnelles qui ont lieu toutes les deux semaines avec les cadres d'ISDE et du SPC.</p>			

Catégorie : Gestion des ressources humaines			
<b>Propriétaires du risque</b>	<b>Évaluation du risque</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion intégrée (SGI)</li> <li>Risque partagé partout les chefs de secteur</li> </ul>			
<b>Énoncé du risque</b>	<b>Début d'exercice</b>	<b>Mi-exercice</b>	<b>Projeté à la fin d'exercice</b>
Il se pourrait que le Ministère n'arrive pas à tirer profit du changement de culture par la mise en œuvre d'Innovation 2020.	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>	<b>Medium</b>
<b>Incidence</b>	Si ISDE est incapable d'embaucher et de perfectionner son personnel afin d'obtenir un effectif souple, le Ministère pourrait avoir de la difficulté à réaliser son mandat.		

Moteurs				
Complexité du programme de gestion à l'appui d'Objectif 2020 Prochaines négociations collectives Mise en œuvre de nouvelles technologies				
Stratégie d'atténuation				
Pour atténuer ce risque, ISDE a adopté un certain nombre de mesures qui tiennent compte du contexte actuel et des priorités du gouvernement, y compris la mise en œuvre de stratégies, de processus et d'outils de gestion des personnes à l'échelle du Ministère en vue de gérer le changement, en encourageant notamment le dialogue entre la direction et les employés, un investissement considérable dans la formation des gestionnaires concernant la Directive sur la gestion du rendement et la prestation d'information et d'outils à tous les employés. Une approche de communication sera mise en place pour faire le lien entre le travail des employés et les priorités / activités organisationnelles d'ISDE et pour les amener à façonner l'avenir.				
Activités de 2016-17	Jalons clés	État <sup>45</sup>		
		Début de l'année	milieu de l'année	Projeté à la fin de l'année
Appuyer la surveillance, l'amélioration et la communication continues du cadre du programme de gestion d'ISDE visant le changement de culture.	On a commencé à élaborer un cadre de mesure du rendement pour Innovation 2020. Des discussions sur un modèle logique ont été entamées; les consultations avec les secteurs seront élargies à l'automne. Par ailleurs, on élaborera les options d'indicateurs de rendement à l'automne, et on en discutera, en vue de présenter une proposition à la haute direction pour approbation d'ici la fin de l'exercice.			
	La DGCM, en collaboration avec le SGI et la Communauté des gestionnaires d'ISDE, lancera un <a href="#">portail Web pour Innovation 2020</a> en octobre 2016. Ce portail permettra aux employés d'ISDE de discuter en ligne entre eux et avec le grand public canadien sur les progrès réalisés dans la concrétisation du programme Innovation 2020. Ce portail mettra à profit les outils en ligne libre-service, comme la page wiki d'ISDE, et permettra aux employés d'apprendre et de partager des stratégies, des outils et des cas exemplaires en rapport avec Innovation 2020 et la campagne « Changer un élément » de la communauté des gestionnaires d'ISDE.  Un plan d'engagement plus global visant la construction d'une communauté en ligne de champions d'Innovation 2020 et de praticiens au sein d'ISDE est actuellement en cours.			

<p>Veiller à ce qu'il y ait constamment un bassin d'employés possédant les compétences adéquates pour offrir des conseils stratégiques efficaces à l'appui du programme microéconomique complexe du ministère</p>	<p>L'effort coopératif entre la Direction générale des ressources humaines et la Communauté des gestionnaires d'ISDE a permis le lancement et la mise en œuvre réussis du Programme d'expérience à court terme. En même temps, ISDE a appuyé le projet pilote de microaffectations du SCT. Douze articles et courriels ont été diffusés pour inviter les gens à utiliser le programme, et cinq séances d'information ont été données aux secteurs et à Interconnex.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>On a offert aux employés d'ISDE 27 occasions de participation au Programme d'expérience à court terme, dont dix (10) occasions virtuelles de participation régionale.</li> <li>Six (6) microaffectations (dont 3 étaient virtuelles)</li> </ul> <p>Le 26 septembre 2016, le Programme d'expérience à court terme transférait sa plateforme intranet vers la plateforme GConnex utilisée par le programme de micromissions du SCT. Cette plateforme comporte des fonctions automatisées qui facilitent davantage le processus de jumelage, notamment la capacité d'ouvrir les affectations à l'ensemble de la fonction publique ou encore de les restreindre à ISDE.</p>			
	<p>Le déploiement du Programme de jumelage est prévu au T4.</p>			
	<p>La campagne de recrutement postsecondaire de 2015-2016 pour le programme de perfectionnement des EC s'est achevée en juin 2016 et a permis d'inscrire 36 personnes dans un bassin de préqualification, à partir duquel six candidats ont été choisis.</p> <p>Le 18 juillet 2016, le SMA du SGI a envoyé un message à tous les gestionnaires d'employés d'EC pour les informer du bassin de candidats du programme de perfectionnement des EC et les inviter à utiliser ce bassin dans le cadre des efforts de renouvellement et de dotation simplifiée du Ministère.</p>			
	<p>Un exercice d'avancement du programme de perfectionnement des EC a été effectué en mai 2016 dans lequel 10 candidats sont passés de EC-02 à EC-04 et 10 candidats sont passés de EC-04 à EC-05.</p>			

	Le prochain exercice de promotion est prévu pour le troisième trimestre de 2016-2017.			
	Des profils de compétences d'emploi normalisés pour la progression de EC-06 à EC-08, des énoncés de critères de mérite et des énoncés de fonctions génériques normalisés sont en cours de préparation pour approbation par le Comité de gestion des EC d'ici la fin de l'exercice 2016-2017.	➡	➡	➡
S'assurer de recruter de récents diplômés pour avoir des idées et un enthousiasme frais et à long terme.	<p>Dans un courriel envoyé le 18 juillet 2016, tous les gestionnaires d'employés EC ont été informés de la disponibilité du bassin de recrutement postsecondaire EC-02 du Ministère.</p> <p>Des articles ont été publiés sur Nouvelles d'ISDE pour informer les gestionnaires sur les bassins et répertoires disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 mai 2016 – article sur les bassins de la fonction publique et d'ISDE</li> <li>• 18 mai 2016 – article sur les répertoires de recrutement postsecondaire de la Commission de la fonction publique et les bassins du Programme de recrutement de leaders en politiques</li> </ul> <p>En septembre 2016, ISDE a présenté une demande de choix de carrière EC-02 à la Commission de la fonction publique en vue de publication dans le cadre de la campagne de recrutement postsecondaire 2016-2017.</p>	➡	➡	➡
	<p>ISDE continue de participer en qualité d'« adepte précoce » aux initiatives de la Commission de la fonction publique, qui sont entrées dans une deuxième phase axée sur les bassins, la publication d'annonces, l'administration des priorités et les recrutements rationalisés et innovateurs. Il s'agit notamment d'envisager des stratégies plus ciblées pour faire connaître les occasions d'emploi et attirer des candidats.</p> <p>En juin 2016, le Comité de gestion des EC d'ISDE a approuvé une démarche de recrutement d'étudiants des EC, qui comprend notamment une campagne PFETE (Programme fédéral d'expérience de travail étudiant), l'exploration d'une démarche d'embauche d'étudiants EC dans le cadre du programme COOP, la définition d'un profil de compétences d'emploi d'étudiants EC et une étude des besoins communs de formation et de perfectionnement.</p>	➡	➡	➡



	<p>Le travail avec le Bureau de la concurrence visant la création d'un programme de perfectionnement pour les techniciens juridiques est en cours.</p> <p>Des discussions sont en cours avec le CFP sur le lancement du PFETE d'ISDE d'ici janvier 2017.</p> <p>Plusieurs articles ont été publiés dans le site d'ISDE afin de fournir aux gestionnaires des renseignements concernant l'embauche étudiante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 mai 2016 – article sur les différentes options possibles d'embauche étudiante (Programme fédéral d'expérience de travail étudiant, Programme COOP et Programme des adjoints de recherche) ainsi que la transition d'étudiants.</li> <li>• 26 août 2016 – rappel aux gestionnaires pour qu'ils commencent à se préparer pour le recrutement d'étudiants COOP pour l'hiver.</li> </ul> <p>ISDE pilote le recrutement ciblé d'étudiants auprès des groupes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• COOP automne 2016 – STIT (ANG), DRH (PE).</li> <li>• COOP hiver 2017 – SSAMTPE (TI).</li> <li>• PFETE hiver 2017 – STIT (ANG), tout ISDE (EC)</li> </ul>			
--	--	--	--	--

# ANNEXE 4: STRATÉGIE DE MESURE DU RENDEMENT DE LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS D'ISDE POUR LA PÉRIODE 2016-2017 À 2018-2019

Résultat attendu	Indicateur	Objectif	Date de réalisation de l'objectif	Source des données	Fréquence de la collecte des données
Le personnel d'ISDE participant à la planification des investissements est conscient de ses rôles et de ses responsabilités en vertu du Plan d'investissement de 2015-2016 à 2019-2020 d'ISDE	Nombre de courriels d'information du SGI/DGPRM (pour tenir les intervenants au courant des politiques elles-mêmes, pour faire avancer la mise en œuvre et pour annoncer les événements à venir).	Aura lieu au besoin.	s.o.	Dossiers de la Direction générale	Annuelle
	Nombre de présentations aux comités supérieurs et aux intervenants par le SGI et/ou le BPI au sujet de la mise en œuvre des politiques de planification des investissements et de la gestion de projets.	Aura lieu au besoin.	Fin de l'AF 2015-2016	Dossiers de la Direction générale	Annuelle
	Nombre de séances de formation offertes sur le système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP)	100 % des GP et des autres membres du personnel qui doivent accéder au système de GPMP ont terminé la formation obligatoire.	Fin de l'AF 2015-2016	Dossiers du BGPO	Annuelle

Le personnel d'ISDE participant à la planification des investissements respecte les exigences du Plan d'investissement de 2015-2016 à 2019-2020 d'ISDE	Pourcentage de contrats attribués pour des projets et des acquisitions importantes dans les limites des estimations initiales du Ministère.	80%	Fin de l'AF 2015-2016	Examen par CGM du Plan d'investissement d'ISDE	Annuelle
	Pourcentage de projets et d'importantes acquisitions examinés dans le cadre du processus de gouvernance indiqué dans le Plan d'investissement d'ISDE.	100%	Fin de l'AF 2015-2016	CRD / procès-verbaux	Annuelle
Les investissements d'ISDE soutiennent la capacité du Ministère de livrer ses programmes et ses services	Pourcentage de projets et d'acquisitions importantes ayant des corrélations manifestes avec l'AAP et le Profil de risque à l'échelle de l'organisation	100%	Fin de l'AF 2015-2016	ECRP Rapports de clôture des projets Plans d'activités des directions générales/secteurs	Annuelle

